



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

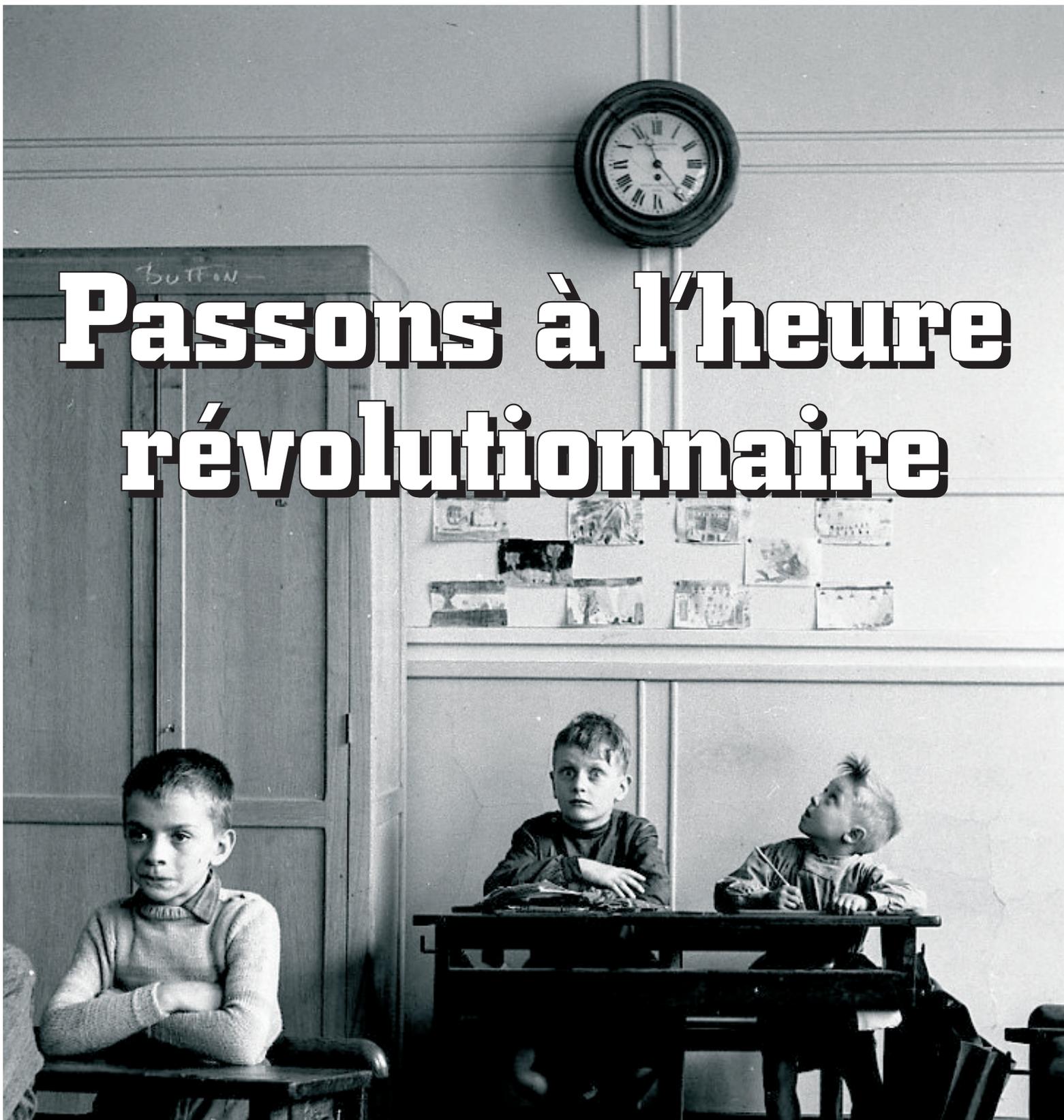
« Martyr, c'est pourrir un peu. »

Jacques Prévert

ISSN 0026-9433



Passons à l'heure révolutionnaire



M 02137 - 1725 - F: 2,00 €



De la dette comme manie **PAGE 12**

Editorial

Confusion. C'est ce qui caractérise cette année 2013 qui s'achève. Confusion au sein de la droite entre les tenants d'une droite « sociale » et ceux d'une droite décomplexée lorgnant vers le FN. Confusion au PS qui ne grimpe dans les sondages que grâce à la politique sécuritaire de son ministre de l'Intérieur, presque aussi populaire chez les électeurs de droite. Confusion à EELV, un pied dans le gouvernement, et essayant d'avoir l'autre en dehors, comme à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, sans parler de ceux qui sont en dehors et qui voudraient entrer dans ce gouvernement (un troisième pied en quelque sorte). Confusion plus à gauche avec un PCF qui s'est prononcé pour des alliances avec le PS en vue des prochaines municipales, et un Parti de gauche qui, lui, s'est prononcé contre ; mais tous les deux – sous l'étiquette commune Front de gauche — étant d'accord avec la maire de Saint-Ouen pour virer les Roms de cette ville. Confusion avec une CGT (révolutionnaire ?) se rapprochant de la CFDT (réformiste ?), après avoir tenté de le faire avec FO (isolationniste ?). Confusion avec des manifs type « Bonnets rouges » ou « ouverture des commerces le dimanche », où l'on voit des salariés bien manipulés défiler avec des patrons qui ne se privent pas de continuer à licencier à tout va. Confusion chez ce peuple de gauche qui a cru – une fois de plus – qu'en portant des « socialistes » au pouvoir ceux-ci feraient du socialisme, et qui constate, au bout de dix-huit mois, que c'est toujours une politique de droite qui sévit dans ce pays, avec sa rigueur, son chômage et sa précarité. Confusion et enfumage sont toujours les deux mamelles du pouvoir. Pour nous faire oublier notre condition d'exploités, on détourne notre attention avec des bruits de bottes en Centrafrique et la prostate de notre président. Alors, assez de confusion : prenons la voie libertaire, direction la révolution.

Sommaire

Actualité

L'école au rythme des réformes, par F. Gautheron, page 3

Pénalisons les yeux fermés, par M. Joffrin, page 4

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Excommunications homophobes, par P. Schindler, page 7

Répression à Cuba, par IFA, page 7

International

Nucléaire iranien, le vrai problème ? par N. Teyf, page 8

Situation explosive en Thaïlande, par F. L., page 11

Arguments

De la dette comme manie, par L. Gallopavo, page 12

Publicités lunaires, par N. Potkine, page 15

Histoire

Peut-on juger un tyran ? par Erwan, page 16

À voir, à lire

Caracremada, l'irréductible, par J.-M. Raynaud, page 19

Georges Braque, à tir d'aile, par P. Salcedo, page 20

Sylvain nous a quittés, par C. Auzias, page 21

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Milan, Yann

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

L'abonnement à la version numérique du journal est à moitié prix.

Tous ces abonnements peuvent se faire en ligne sur www.monde-libertaire.fr.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

L'école au rythme des réformes



Greuze, *Écolier endormi sur son livre*, huile sur toile, 1755.

Fred Gautheron

Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
 de la Fédération anarchiste

LES ESPOIRS PLACÉS par les enseignants et les enseignantes dans le changement de gouvernement n'auront vécu qu'un temps. Certes, on en a fini avec l'arrogance sarkozienne des petits chefs, certes les Espe (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) viennent remplacer les IUFM supprimés par la droite – mais dans quelles conditions et tout cela en lien avec la réforme des universités placées sous le potentat de barons locaux –, certes des créations de postes sont annoncées, une énième refonte des programmes est en cours de réflexion, ainsi qu'une redéfinition du métier d'enseignant... mais dans les applications concrètes, on est très loin du compte. Les conditions de travail des enseignants ne se sont pas améliorées. On leur en demande toujours plus sans revalorisation salariale, notamment dans le premier degré (enseignement primaire).

À tous ces sujets s'ajoute désormais la question des rythmes scolaires. Cette réforme, annoncée en grande pompe, ne change pas fondamentalement les choses, pire elle alourdit les semaines, apporte de la fatigue supplémentaire et désorganise les services.

En théorie

Dans l'idée, il s'agit d'ajouter trois heures de cours le mercredi matin afin d'alléger les autres jours de la semaine et d'assurer une pause méridienne assez longue. Les associations, les services municipaux sont mis à contribution pour assurer ces trois heures par semaine sous forme d'ATP (activités de temps périscolaire). Les enseignants, eux, continuent à devoir assurer une heure d'aide par semaine (APC : activités pédagogiques complémentaires). Ces activités viennent remplacer les « aides personnalisées » qui étaient, en fait, du temps d'école rajouté aux élèves en difficulté et qui a contribué à la suppression des postes d'aide spécialisée (Rased : réseaux d'aide et de soutien aux élèves en difficulté) qui n'ont toujours pas été recréés.

En pratique

Dans les faits, les ATP se découpent souvent en trois fois une heure (ou quatre fois quarante-cinq minutes, autant dire rien puisqu'il faut compter les temps de trajet, d'installation et d'entrée dans les activités). Comme les heures de surveillance de cantine, il s'agit

de temps de travail haché. L'heure d'APC s'ajoute à cette architecture et, du coup, les cours s'arrêtent à 15 h 30. Ils sont alors suivis d'une heure d'ATP ou d'APC. Bref, cela ne change rien à la semaine des enfants, mis à part le fait qu'ils doivent se lever une matinée de plus.

D'autres problèmes concrets s'ajoutent à cela : les transports, la cantine et le manque de locaux. En effet, les enseignants de primaire ne partent pas à la fin de la classe. Ils rangent leurs affaires, préparent la journée du lendemain, préparent des affichages, modifient la disposition de la classe, etc. Du coup, où se déroulent les activités périscolaires ? Dans un premier temps, elles étaient envisagées au sein de l'école, mais on voit que c'est compliqué, d'autant plus que les règles d'encadrement des enfants, même assouplies, ne sont pas les mêmes : un animateur pour quatorze enfants pour les moins de 6 ans (au lieu d'un animateur pour dix normalement) et un animateur pour dix-huit enfants pour les plus de 6 ans (au lieu d'un animateur pour quatorze normalement).

En fait, la réforme des rythmes scolaires est davantage un empilement des temps sco-

lares, périscolaires, complémentaires... Les choses s'ajoutent les unes aux autres en compliquant la vie des enfants, des parents, des enseignants.

Là encore, c'est une réforme qui se fait contre les personnes directement concernées, comme si une réforme devait toujours se faire contre les enseignants.

Du côté des enfants

Et concernant les enfants? Tout le monde s'accorde à dire qu'ils sont plus fatigués. Avoir cours le mercredi matin ne relève pas du même niveau de concentration et d'activité que les divers clubs et centres de loisirs. De plus, il y a une course à l'échalote concernant les activités périscolaires. Les parents imaginaient des activités extraordinaires, en fait, il s'agit d'activités diverses, mais tout à fait ordinaires (jeux collectifs, jeux de société, sport, bibliothèque, etc.). Outre la question des locaux, il y a aussi la question de la gestion des temps collectifs, de l'encadrement.

Le débat se cristallise sur la maternelle. En effet, les gouvernements précédents ont eu tendance à transformer les classes mater-

nelles en «classes prépa» du CP, ne laissant pas le temps aux enfants de se développer à leur rythme.

De plus, les fermetures de classe et la suppression des classes de tout-petits ont ajouté de la difficulté et de l'exclusion. Que les enfants aient 3 ans ou 12 ans, ils ont le même temps de présence à l'école. Une vraie réflexion doit être engagée sur ce sujet et d'autres, mais la volonté gouvernementale n'est pas celle-là.

Au rythme des grèves

Du coup, le 14 novembre et le 5 décembre, les enseignants, les agents et les fonctionnaires territoriaux étaient en grève et ont manifesté massivement. Ces grèves s'ajoutent à celles des personnels périscolaires. Pour toute réponse, Vincent Peillon prétend, d'une part, annualiser les obligations de service des enseignants du primaire assurant des fonctions de remplacement ou exerçant sur des postes fractionnés et, d'autre part, élargir l'abaissement des taux d'encadrement à l'ensemble des activités extrascolaires. Les personnels et les élèves devraient donc faire les frais de la réforme. La réforme des rythmes,

mise en place à la rentrée 2013 pour un peu plus de 20 % des écoliers, fait apparaître de grandes difficultés. Déjà de nombreuses communes annoncent leur refus de la mettre en place en 2014. D'autres reviennent en arrière afin d'avoir plus de temps pour y réfléchir. En faisant glisser les missions d'enseignement de l'Éducation nationale vers les communes, elle crée de graves inégalités de traitement sur le territoire et crée une confusion entre scolaire et périscolaire (locaux, activités...). Elle va à l'encontre de l'intérêt des élèves et de celui de l'ensemble des acteurs concernés.

Il est temps que les libertaires, fortement impliqués dans les mouvements d'éducation, fassent entendre leur voix et leurs propositions. Celles-ci peuvent se construire dans les diverses organisations syndicales ou associatives, mais une apparition claire d'un front de lutte anarchiste se fait de plus en plus sentir, de la maternelle à l'université, en passant par la formation professionnelle, les activités de loisirs, etc.

La lutte continue.

F.

Pénalisons les yeux fermés

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

SANS TROP DE SURPRISE, le 4 décembre, les députés ont adopté en première lecture le projet de loi visant à lutter contre la prostitution en France en pénalisant les clients. J'entends déjà la voix plaintive de certains lecteurs s'élever : « Encore un article sur le sujet ! » Désolée si vous pensez que ceci ne vous intéresse pas mais les conséquences de cette loi vont toucher quelques centaines de milliers de personnes, principalement des femmes. En France, le nombre de prostituées est évalué entre 20 000 et 40 000 mais ce chiffre est contestable : en Allemagne il s'élève à 400 000. Il est difficile d'imaginer un tel écart entre les deux pays. Les chiffres officiels français sont estimés à partir du nombre d'interpellations pour racolage et de victimes identifiées dans les affaires de proxénétisme. Ils intègrent une évaluation du nombre de prostituées passant leurs annonces sur Internet. Mais celle-ci est, de l'avis même des services de police, peu fiable, car cette activité, cachée et mobile, est très difficile à quantifier. Quelque 10 000 annonces différentes ont été comptabilisées sur une journée.

La loi a été votée à l'Assemblée sans tenir compte des sonnettes d'alarme tirées par diverses associations de santé ou de terrain. Le vendredi 29 novembre, le jour où la loi a été

débatue, l'hémicycle était presque désert. Autant pour le débat. Plus de 200 signataires du manifeste contre la pénalisation ont été simplement ignorés, dont Médecins du monde, la Ligue des droits de l'homme ou encore le Planning familial. Pire, certains n'ont pas hésité à les taxer de proxénètes, de proxénètes. Quand certains députés, sceptiques, ont osé émettre des doutes sur l'intentionnalité de la loi et ses risques éventuels, on les a accusés de voter avec leur « calbute ». Cette délicatesse vient du socialiste Jean-Marc Germain qui a sans honte fait un parallèle entre ses collègues non-abolitionnistes et les signataires du torchon *Touche pas à ma pute*, pétition signée par 343 salauds.

De nombreux députés étaient absents ou se sont abstenus. La mobilisation a été importante au groupe socialiste : 238 députés sur 292 ont soutenu le texte. En revanche, alors que le groupe avait dans un premier temps annoncé une abstention, l'UMP a massivement voté contre avec 101 députés. Seuls dix députés UMP ont voté pour, dont l'un des principaux promoteurs du texte, Guy Geoffroy et la candidate à la mairie de Paris Nathalie Kosciusko-Morizet. Ce qui dérange les députés UMP, c'est avant tout l'abolition du délit de racolage institué par Nicolas Sarkozy ainsi que la proposi-



tion d'un titre de séjour temporaire de six mois pour les prostituées étrangères. L'UDI a aussi voté majoritairement contre, de même que les écologistes. La députée Europe Écologie-Les Verts Barbara Pompili s'est exprimée au moment du vote, déclarant qu'elle se refusait à soutenir ce texte d'une «logique répressive». Avant d'entrer en vigueur, le texte devra être approuvé par le Sénat qui devrait l'examiner avant fin juin.

Il n'aura échappé à personne, que, là encore, les principales concernées par cette loi sont des femmes étrangères. Personne ne peut sérieusement penser que le gouvernement va régulariser quelque 20 000 prostituées étrangères. Que dire de cette phrase prononcée par Maud Olivier, nouvelle héroïne du féminisme : «Je pense que notre future législation aidera à lutter contre l'immigration clandestine, dès lors qu'elle découragera les réseaux de traite aux fins d'exploitation sexuelle d'amener des jeunes femmes sur le territoire français.» Le féminisme institutionnel a donné toute sa place et, mieux, son soutien à une loi qui ne vise pas à protéger les prostituées mais masque en partie la politique en matière d'immigration du gouvernement français.

On ne peut certes pas accuser tous les défenseurs de ce texte de vouloir du mal aux prostituées mais, sous prétexte de faire une loi

de principe, au nom de hautes et nobles valeurs, ils n'hésitent pas à sacrifier toute une frange de la population déjà faible et isolée. Uniquement portée par une idéologie simpliste dictée parfois par une visée moraliste, cette loi est un net retour en arrière. «D'un côté, les femmes dignes et mariées et de l'autre les putes, êtres immondes privés de toute raison. Voilà une gauche moralisatrice qui, quand on remue leurs idées, se révèlent conservatrice et réactionnaire», note très justement le journaliste Robin Carel.

Outre l'incohérence manifeste de la loi, qui considère la prostitution comme une violence, comme un viol, mais qui ne punirait ce viol que d'une amende (!?!), elle laisse un goût amer aux putes qui, poussées vers la clandestinité, connaîtront des conditions d'exercice (encore plus) déplorables et dangereuses. Une amende pouvant aller jusqu'à 1 500 euros sera infligée au client s'il est pris en flagrant délit. La seule manière pour les prostituées de continuer leur activité sera donc de se cacher, aux dépens de leur sécurité. Plus que jamais isolées, les prostituées devront revoir à la baisse leurs prétentions sanitaires car, avec moins de clients, il leur sera difficile voire impossible de pouvoir faire le tri entre ceux-ci. De plus, les clients vont se faire tellement discrets qu'ils vont veiller à ne donner aucun nom, adresse

ou numéro de téléphone. En cas de violences ou de viol, les prostituées seront dans l'incapacité totale de porter plainte contre un agresseur non-identifié. Quant au montant de l'allocation de sortie de la prostitution, versée pendant quelques mois seulement, il est si ridiculement faible qu'il est insultant... Un climat plus putophobe que jamais et une position plus précaire et dangereuse, voici ce qui a été voté à l'Assemblée¹. Nul doute pourtant que les associations féministes abolitionnistes sont en train de célébrer entre elles leur petite victoire de principe. Ces associations pourront se gargariser dans les séminaires et soliloquer que la France ne tolère plus la vente de sexe. Associations et politiques ont fait ce qu'ils savent le mieux faire : expliquer à la place des concernées qu'elles ne savent pas vraiment ce qu'elles disent dans la mesure où les violences les ont rendus incapables de formuler un consentement éclairé. Le système patriarcal n'a jamais procédé autrement : affirmer que la parole des femmes doit être tenue comme négligeable car les femmes ne savent pas vraiment ce qu'elles disent. **M.J.**

1. Voir l'article «Ne nous trompons pas de combat» de Marine, *Le Monde libertaire* n° 1721, pages 20-21.

Brèves de combat

SOS Mumia

Trente-trois ans que Mumia Abu-Jamal a été grièvement blessé au cours d'une fusillade qui a coûté la vie à un policier et dont la responsabilité du meurtre lui fut imputée. Arrêté, emprisonné puis condamné à mort sans la moindre preuve de sa culpabilité et sans jamais pouvoir défendre son innocence, Mumia a passé 30 ans dans le couloir de la mort avant d'en sortir en décembre 2011 grâce à la mobilisation internationale. Mais rien n'arrête l'acharnement politico-judiciaire dont il est encore victime : en août 2013, sa peine a été commuée en prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle. Autrement dit, il serait condamné à mourir en prison !

Victory

L'intersyndicale des salariés du Transport routier a contraint le patronat à abonder leur système de cessation anticipée d'activité à 57 ans, arraché de haute lutte dans ces métiers pénibles.

Toujours pire ailleurs !

Au Royaume-Uni, l'âge de départ passera dans un premier temps de 65 à 68 ans au milieu des années 2030, puis à 69 ans, vers la fin des années 2040.

Météo syndicale



«**OÙ VA LA CGT?**» était dans pas mal de têtes jeudi dernier à la Bourse du travail de la rue Charlot à Paris à deux pas de la place de la République. C'était le congrès annuel de l'Union départementale de la CGT parisienne qui se déroulait salle Hénaff. Modification des statuts, escarmouches et procédures diverses se succédaient quand... badaboum! un intervenant dénonce au micro des malversations quant à l'attribution des mandats pour la délégation de la fédération du commerce¹.

Troubles dans les rangs et interruption de séance pour que le bureau du congrès statue. Ne dites pas à ma mère que je vois les agissements des marchands du temple, elle croit que je fais du syndicalisme!

Pourtant, un congrès syndical, fédéral ou autre, serait le meilleur moment pour analyser la situation actuelle. Pourquoi l'alliance CGT-CFDT est-elle acceptable dans la Bretagne et non dans le reste de notre bel Hexagone? Renforcer l'alliance à la base dans les entreprises au lieu d'attendre benoîtement les directives venant des états-majors syndicaux? Les diverses manœuvres de pouvoir internes importent plus à certains et certaines qu'avancer pour la floraison des luttes actuelles et à venir.

Les municipales à l'horizon obligent les organisations syndicales à monter au créneau contre l'extrême droite. Ainsi, le 29 janvier prochain, CGT, FSU, Solidaires, UNL et FIDL annoncent une journée d'action, déclarant que «les idées et l'influence de l'extrême droite, particulièrement

celles du Front National, impactent le monde du travail et par conséquent le monde syndical».

Un front progressif constitué des syndicats est une bonne chose : espérons que les bonnes fées politiques ne chercheront pas à montrer le bon chemin à tous ces syndicalistes. Car comme tout bon léniniste le sait, ces gens-là ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

Le programme, les intentions, sont portés haut, la campagne doit être «de longue durée, marquée par des initiatives plus larges, communes, dans les entreprises, les administrations, les services publics, les localités et les départements».

Le sinistre accord ANI n'a pas fini de faire des ravages, et l'inspection du travail est attaquée par ce qu'on appelle déjà la réforme «Sapin». Pour mener à bien le combat contre la disparition du travail généraliste, territorial, indépendant, au service des salariés, le front syndical est constitué de la CGT, de FO, de la FSU et de SUD. Cela veut dire que la CFDT trouve les propositions du gouvernement super-chouettes? Le syndicalisme revisité par les boutiques homologuées a de drôles de méandres.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Quand on cherche des infos «commerce CGT» sur internet, de drôles de choses apparaissent, conflits internes, procès aux prud'hommes. Jugez par vous-mêmes!

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Fin du feuilleton du DAL

Un accord a finalement été signé entre DAL et le Ministère du logement, prévoyant le relogement des 300 familles de la place de la république dans «un délai le plus rapide possible», après examen de leur situation, et compte tenu des critères légaux de priorité en vigueur. Les personnes sans abri seront hébergées jusqu'à leur relogement, et si possible rapprochées de leur lieu de vie, lorsqu'il s'agit de familles avec enfants scolarisés.

Atomkraft Nein Danke

Le lobby nucléaire de lâche rien, pourtant les rapports s'accumulent et prouvent l'énormité des investissements pour la construction de nouvelles centrales; les difficultés concernant la gestion des déchets et le démantèlement des anciens réacteurs; l'augmentation des risques et des frais de maintenance dus au prolongement de la durée de vie des centrales et enfin, le refus par les compagnies d'assurances de prendre en compte les énormes frais entraînés pas les accidents nucléaires. C'est pourquoi de nombreux investisseurs se tournent vers l'investissement dans le «capitalisme vert» pour y gagner en «image» et continuer à polluer en revendant des «bons carbone» sur un marché spécialisé. Le capitalisme n'est pas mort: il s'adapte!

Vicarium pro-homosexuales excommunicare!

ÉRAPHIN, LE MÉTROPOLITE (évêque) orthodoxe du Pirée (le port d'Athènes), était déjà connu pour la violente diatribe antisémite, antimaçonnique et négationniste qu'il avait lancée en 2010 sur la chaîne de TV grecque Mega. Il avait accusé le «sionisme international» d'être à l'origine des problèmes financiers de la Grèce et dénoncé un «complot judéo-maçonnique destiné à asservir la Grèce et l'orthodoxie chrétienne, à détruire la cellule familiale en encourageant les familles monoparentales et le mariage homosexuel». Il réitère et menace à présent d'excommunication les députés grecs de son diocèse qui voteront pour l'adoption d'un pacs (aux contours très limités), pour les couples de même sexe. Une réaction de l'évêque «Méletoïdetonc...» à la déclaration d'un haut responsable du ministère de l'Intérieur hellénique qui avait reconnu qu'un amendement aux dispositions

sur la reconnaissance des couples non mariés était «impératif», après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, début novembre 2013. En effet, l'instance de Strasbourg avait jugé discriminatoire la loi grecque de 2008 sur le «pacs», qui était réservé aux seuls couples hétérosexuels. Ne s'arrêtant pas en cours de chemin pour 'bouter le péché de chair entre individus du même sexe' ce fanatique appelle à une réunion d'urgence du Synode «face au péril de l'homosexualité, ce terrible péché». Va-t-il rameuter Aube dorée, le parti fasciste et nazi grec, pour organiser une croisade du port Pirée au parlement d'Athènes?

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Communiqué de l'IFA Répression à Cuba

À CUBA, la répression des opposants politiques se fait de façon plus ou moins insidieuse. Nos compagnons anarchistes sont convoqués, arrêtés ou licenciés en raison de leur appartenance politique. Dernier exemple en date, les membres du réseau de l'Observatoire critique ont été menacés de représailles s'ils continuaient à débattre publiquement de l'avant-projet de Code du travail.

Dimanche 29 septembre, environ 13 personnes ont débattu du document dans le parc populaire El Curita. Bien que le Parti communiste et la Centrale des travailleurs de Cuba ont appelé à ce débat, ce genre de choses ne peut avoir lieu que dans les centres de travail, sous l'égide des institutions et de leurs fidèles sections syndicales, et le comble c'est que la police semble disposer des structures de pouvoir pour faire respecter leurs désirs. Cette rencontre dans le parc serait un crime.

Notre compagnon Isbel Díaz Torres s'est fait mettre en garde. Les policiers lui ont dit qu'ils ne permettraient plus aucune activité «contre-révolutionnaire», ce à quoi il a répondu qu'il se sentait plus révolutionnaire et plus à gauche qu'eux. Il est clair que nous parlons de deux concepts différents de révolution: celui de la police est relié à une conservation du statu quo, et le nôtre est formulé avec le désir de libérer et socialiser la capacité d'autogestion populaire. Un autre compagnon, Jimmy Roque, été licencié dernièrement.

Ces méthodes d'intimidations et de répression doivent être dénoncées. Nous aiderons du mieux que nous puissions nos camarades cubains à faire face aux sanctions policières dont ils sont victimes et les aideront à poursuivre leur «révolution dans la révolution».

Internationale des Fédérations anarchistes



Le nucléaire iranien, un vrai problème ?



Nader Teyf

Groupe Henry-Poullaille
de la Fédération anarchiste

LES GRANDS MÉDIAS OCCIDENTAUX mettent en exergue trop souvent le dossier nucléaire iranien comme le problème principal qui touche ce pays. Ils n'ont pas changé d'habitude ces derniers temps, étant donné qu'un nouveau round de négociations a eu lieu, à Genève, entre la République islamique et les 5+1, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne.

D'autres négociations se sont déroulées depuis une dizaine d'années entre les mêmes États, mais les articles de l'accord du 24 novembre 2013 démontrent que le régime des mollahs iraniens a reculé cette fois-ci face aux six puissances composant le 5+1. Ce groupe est formé de la Chine, de la Russie, des États-Unis, de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, tout en sachant que les deux premières ont souvent soutenu la République islamique dans son dossier nucléaire, ayant des intérêts économiques dans les installations nucléaires iraniennes et des différends en diplomatie internationale avec les autres.

Selon les grandes lignes de l'accord de Genève, le régime islamique iranien s'engage

à ne plus enrichir l'uranium au-delà de 5 %, à neutraliser les stocks d'uranium enrichi à 20 %, à ne plus installer de centrifugeuses servant à enrichir l'uranium, à ne pas augmenter ses réserves d'uranium enrichi à 3,5 %, à arrêter l'un des plus problématiques réacteurs, situé à Arak, à 280 kilomètres de Téhéran. Les mollahs se sont aussi engagés à laisser les contrôleurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique inspecter, tous les jours par caméras, les installations nucléaires de Natanz et de Fordo.

Ali Khaménéï, le guide suprême ayant pratiquement tous les pouvoirs, a félicité le nouveau président, Hassan Rohani, pour le succès des négociations. La plupart des factions du régime lui ont emboîté le pas en envoyant des messages de remerciement à l'équipe des négociateurs dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Djavad Zarif. Ils insinuent que les puissances du 5+1 ont enfin reconnu le droit de l'Iran à l'énergie atomique et à l'enrichissement de l'uranium.

Pour anecdote, il serait amusant de relater la position des deux groupes de l'opposition iranienne sur les accords. La première est

celle d'un cadre dirigeant du Front national d'Iran, un groupe de plusieurs partis nationalistes. Selon lui, il faut applaudir l'accord qui a créé un climat de confiance pour que l'économie iranienne sorte de la crise. La seconde est celle du Parti du travail d'Iran, un des nombreux partis communistes iraniens qui se prétend le parti unique de la classe ouvrière et a pour parti frère le Parti communiste des ouvriers de France, qui est par ailleurs membre du Front de gauche. Pour ce parti marxiste – léniniste, qui n'hésite pas encore à célébrer l'anniversaire de Staline à coup de communiqués et articles dans son journal –, la République islamique a trahi la «souveraineté nationale» et a dilapidé des milliards de dollars que «le peuple d'Iran a dépensés pour la technologie atomique». Pas besoin de commentaires supplémentaires pour l'un et l'autre !

L'accord de Genève est établi pour une durée provisoire de six mois. Il y aura donc d'autres négociations à terme. D'ici là, les sanctions ne seront pas levées, juste allégées. Les sanctions sur la vente de pétrole, les échanges financiers et les banques iraniennes

resteront en vigueur. Par contre, certaines d'entre elles, sur l'or et les métaux précieux, l'industrie automobile et les exportations de produits pétrochimiques notamment, seront levées de sorte que le régime puisse avoir 1,5 milliard de dollars de revenus. Les réparations d'avions de ligne seront autorisées. La vente de pétrole restera à son niveau actuel qui est 60 % moindre qu'il y a deux ans. Ainsi, le régime touchera 4,2 milliards de dollars pour le pétrole suivant un échéancier. Quelque 400 millions de dollars des comptes bloqués du régime seront libérés afin de payer les bourses d'étudiants iraniens à l'étranger. Le maintien de sanctions sur le pétrole iranien pendant les six prochains mois privera le régime de 30 milliards de dollars. La vente de pétrole amènera dans les caisses de l'État iranien 4,2 milliards en six mois, mais les 15 milliards de dollars restants iront dans les comptes bloqués à l'étranger. L'Iran vendait 2,5 millions de barils de pétrole début 2012. Les sanctions ont fait que cette quantité est tombée à seulement 1 million de barils par jour. Cela a fait perdre 80 milliards de dollars au régime des mollahs depuis début 2012. La continuation des sanctions sur le pétrole fera perdre encore 4 milliards de dollars par mois au régime islamique. Ce dernier ne pourra toujours pas toucher à ces 100 milliards de dollars d'avoirs sur les comptes bloqués. Les sanctions sur la Banque centrale iranienne, vingt-quatre autres banques et organismes financiers, la marine marchande, les chantiers navals ainsi que les compagnies d'assurance resteront toujours en place.

Alors, pourquoi le régime des mollahs iraniens a reculé, tout en criant victoire ? Y a-t-il des antécédents ?

Le système économique iranien s'est fondu dans le capitalisme mondial depuis les réformes agraires entreprises par le dernier roi d'Iran en 1963. Bien que l'ayatollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique, s'y est opposé pour défendre les féodaux et, surtout, les grandes propriétés terriennes tenues par le clergé chiite, mais une fois arrivé au pouvoir en 1979 et l'échec de la révolution, l'économie capitaliste iranienne a continué de plus belle. Aujourd'hui, cette économie est en crise malgré tous les avantages octroyés aux capitalistes. Faut-il rappeler qu'en Iran, comme à Cuba, l'un des États amis des mollahs, la grève est interdite ? Faut-il rappeler que le salaire minimum ouvrier est actuellement de 121 euros par mois, alors que les responsables du régime annoncent eux-mêmes que le seuil de pauvreté est de 375 euros ? Faut-il rappeler que le taux de croissance iranienne était négatif l'année dernière à plus de 5 % ? Faut-il rappeler qu'actuellement 80 % des usines et ateliers de production sont soit inactifs soit fonctionnent à 30 % de leur capacité ? Faut-il rappeler que tous les gouvernements islamiques iraniens, depuis le premier jusqu'au dernier, ont appliqué les directives des organismes internatio-

naux du capitalisme comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international pour que plus de la moitié de la population vive en sous du seuil de pauvreté ? Etc.

Les mollahs et leur principale armée de répression, les pasdaran, détiennent presque tous les leviers économiques du pays. L'agence de presse Reuters a récemment publié un rapport démontrant que le guide suprême contrôle personnellement un conglomerat de sociétés diverses et variées pour une valeur de 95 milliards de dollars. Les agents de la propagande islamique, si prompts à démentir la réalité, n'ont pas contesté ce rapport. Seulement, le directeur des communications du même conglomerat l'a qualifié d'«incorrect». Les gardiens de la révolution islamique ou les pasdaran gèrent des sociétés industrielles, financières et commerciales de telle sorte que l'on estime leur valeur à un tiers du PIB.

Le régime des mollahs a toujours montré son intransigeance face aux mouvements de protestation populaires en les réimprimant dans le sang. Il a attaqué les Kurdes et Turkmènes dès les premiers mois de prise de pouvoir en 1979 et 1980, tout simplement parce qu'ils voulaient s'autogérer. Il a massacré plusieurs milliers de prisonniers politiques en été 1988 pour faire régner la terreur. Il a tué des dizaines de personnes pendant les protestations post-électorales en 2009. Les statistiques d'organisations de défense des droits de l'homme démontrent que, depuis la présidence de Hassan Rohani, soit le 4 août 2013, ce mollah souriant que les grands médias étrangers qualifient de «modéré» ou d'«homme d'ouverture», pas moins de deux personnes ont été pendues par jour.

Ce même régime des mollahs a pu prendre le pouvoir avec les bénédictions des États

américain, français, anglais et allemand réunis dans une conférence en Guadeloupe un mois avant l'insurrection armée populaire en Iran ayant mené au renversement du régime du chah en février 1979. Ces États ont décidé d'effacer leur pion – le chah d'Iran – et de laisser les mollahs prendre le pouvoir afin d'arrêter la radicalisation de la contestation et par crainte de voir l'Iran devenir un nouveau satellite de l'Union soviétique.

L'Union soviétique s'est effondrée, mais les mollahs sont restés avec leurs politiques expansionnistes islamistes dans la région. Par le passé, les mollahs ont tenu tête aux Américains en occupant leur ambassade à Téhéran et prenant en otage le personnel pendant quatre cent quarante-quatre jours. Mais, finalement, ils ont reculé par un accord conclu à Alger et en payant plusieurs dizaines de millions de dollars de dommages et intérêts aux personnes morales ou physiques américaines. Ils ont aussi reculé pour mettre fin à une guerre absurde qui a duré pendant huit ans entre les États iraniens et irakiens. Ils avaient pourtant dit que la guerre continuerait jusqu'à ce que la ville sainte irakienne de Kerbela soit libérée, car pour libérer Jérusalem en Israël, il fallait passer par Kerbela ! Mais, comme aujourd'hui, quand ils ont vu leur économie capitaliste au bord de l'effondrement, Khomeiny a donné son accord pour accepter la résolution 598 de l'ONU. Il a toutefois dit qu'en l'acceptant il buvait «une tasse de poison». Une tasse de poison après plus d'un million de morts et des destructions massives de villes et villages entiers de part et d'autre.

L'accord provisoire de Genève conclu le 24 décembre 2013 est la troisième grande tasse de poison que le régime capitaliste reli-



gieux iranien boit pour essayer de se sauvegarder, et cela après avoir dilapidé plusieurs milliards de dollars dans la construction de bases nucléaires souvent enfouies, avec des équipements extrêmement coûteux.

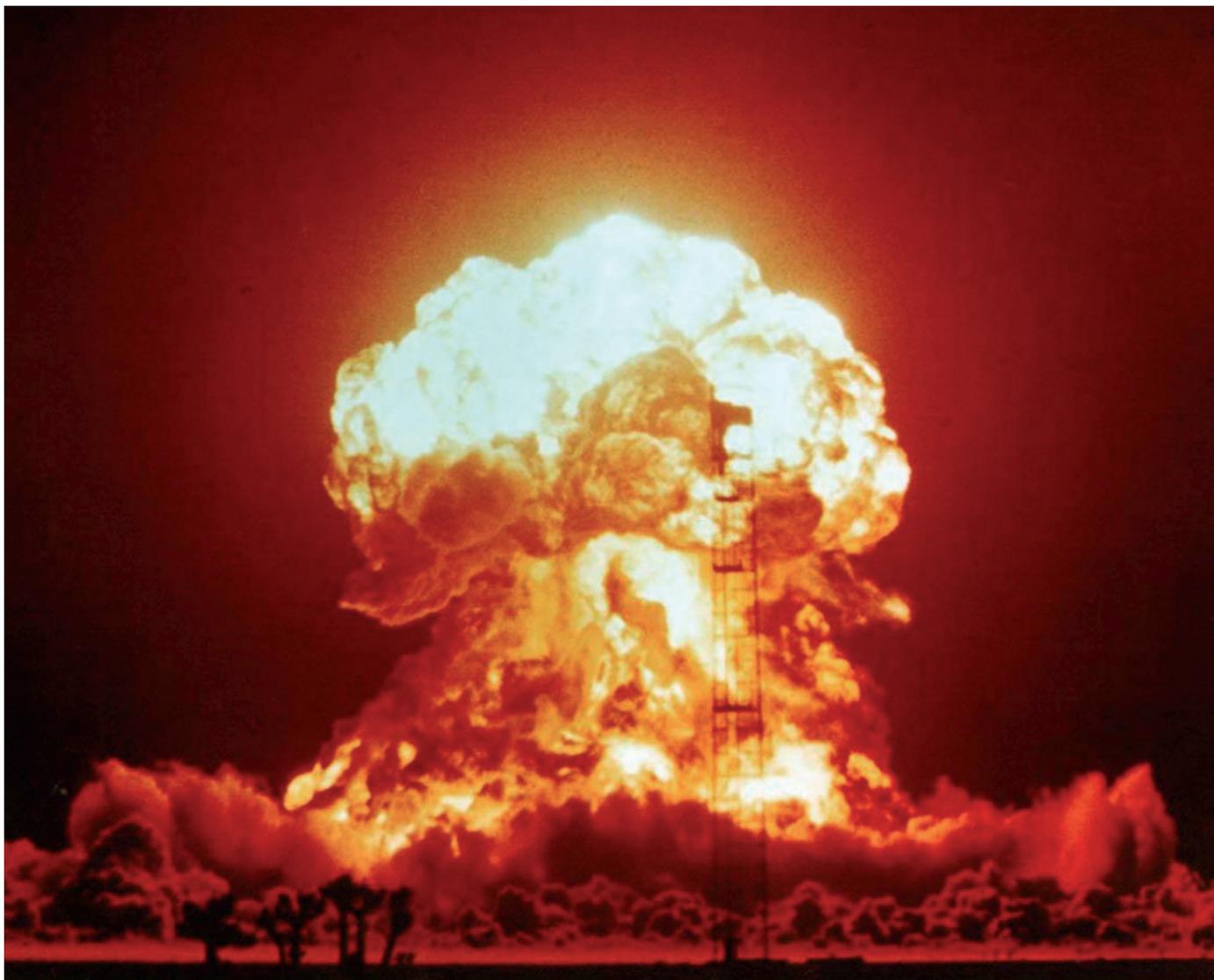
Cet accord pourrait se confirmer dans six mois... ou pas. Cela n'a aucune importance vu que les vraies questions ne sont pas posées. Pourquoi la France, les États-Unis, l'Angleterre, la Chine et la Russie doivent avoir les armes nucléaires et pas les mollahs? Pourquoi l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël doivent en posséder et pas le régime islamiste iranien? Quand la folie de l'utilisation de telles armes s'en prend aux uns et aux autres, le résultat n'en est-il pas identique? Hiroshima et Nagasaki n'apportent-ils pas la réponse?

Chirac, ex-président de la République française, avait dit, juste avant de quitter l'Élysée, que ce n'est pas si grave que cela si les mollahs iraniens possédaient quelques têtes nucléaires, car si un jour ils décidaient d'en envoyer deux ou trois sur Tel-Aviv, Téhéran serait rasé avant qu'elles n'arrivent sur la capitale israélienne. Le service des communications élyséen a démenti cette partie de l'interview de Chirac. Mais il y a bien

eu une part de vérité dans ces déclarations. Le vrai problème n'est pas les armes nucléaires que les mollahs pourraient se fabriquer. Le vrai problème, c'est que le dossier nucléaire iranien sert de prétexte aux puissances mondiales d'arrêter les politiques expansionnistes islamistes des mollahs. La date d'utilisation des islamistes est périmée pour les puissances mondiales, étant donné que le bloc de l'Est n'existe plus. Les talibans afghans ne sont plus des « combattants de la liberté », comme on pouvait le lire dans des journaux prétendus aussi sérieux et impartiaux que *Le Monde*! Les mollahs iraniens qui soutiennent des groupes islamistes comme le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et d'autres groupes islamistes souvent chiites en Arabie saoudite, au Bahreïn, en Yémen ou le régime sanguinaire d'Assad en Syrie doivent arrêter leurs politiques expansionnistes. Le capitalisme mondial n'a aucun problème avec les mollahs dans ce cas-là.

Le vrai problème est le régime même des mollahs qui paupérise la population, prive les travailleurs de leurs droits les plus élémentaires, empêche les femmes de s'épanouir, réprime les militants politiques, exécute en nombre les prisonniers, inflige à

la société les lois les plus archaïques islamiques, arrête les jeunes blogueurs pour atteinte aux fondements islamiques de l'État, supprime les allocations pour satisfaire les organismes mondiaux capitalistes, lapide les femmes et les hommes pour adultère, tue les homosexuels et fait mille et une autre choses qui ont créé autant de contradictions dans la société. Celles-là ne trouvent pas issue dans les négociations ou l'intervention des puissances mondiales. Elles exigent, pour être résolues, une vraie révolution d'en bas. Cette révolution ne sera pas victorieuse si les mouvements de femmes, de jeunes et de travailleurs ne jouent pas leur rôle pour fonder une société autogérée par des conseils de quartiers, d'usines, de jeunes et de femmes. Les ouvriers, femmes et jeunes en ont l'expérience historique. Ils ont bien formé ce genre de conseils avant que le régime du chah ne disparaisse et que le régime des mollahs ne s'accapare le pouvoir. Le vrai problème, c'est le régime de la République islamique d'Iran. Le vrai problème, ce n'est pas le nucléaire, que les ouvriers qui manifestent actuellement pour exiger le paiement des arriérés de salaire ne veulent d'ailleurs pas, que ce soit sous forme de bombe ou d'énergie. **N. T.**



Situation explosive en Thaïlande



DEPUIS BIEN TÔT DEUX MOIS, Bangkok connaît un mouvement d'occupation qui ne cesse de s'étendre jusqu'à toucher d'autres régions de la Thaïlande. La coalition antigouvernementale est notamment composée de «démocrates» (droite libérale), de «chemises jaunes» (extrême droite nationaliste et soutien de la monarchie), d'un mouvement d'étudiants et même d'une branche de la secte bouddhiste Santi Asoke. Les revendications ont évolué à mesure que leurs rangs grossissaient. Au début, quelques milliers de manifestants seulement occupent Sam Sen, une gare de la capitale, ainsi que le monument de la démocratie situé sur les Champs-Élysées locaux. Ils demandent au gouvernement de retirer son projet de loi d'amnistie permettant à Thaksin, ancien premier ministre en exil et frère de Yingluck Shinawatra, l'actuelle chef du gouvernement, de rentrer au pays sans craindre d'effectuer les deux ans de prison et de voir la moitié de son immense fortune confisquée, effets d'une condamnation par contumace pour escroquerie et abus de pouvoir. Vers la mi-novembre, le mouvement compte plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Un ministère est occupé, puis trois autres. Suthep Thaugsuban, leader «démocrate» de la coalition lance le slogan assez vague d'une révolution populaire. La foule entoure les bureaux de la Première ministre avec pour objectif son occupation comme celle de l'état-major de la police et le contrôle des communications. Pendant ce temps, les partisans du gouvernement ne restent pas inactifs. Samedi 30 novembre, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, se rassemblent dans un stade de Bangkok. Ces «chemises rouges» sont le plus souvent des paysans, des prolétaires des provinces de la partie nord du pays. De sévères échauffourées se produisent avec un groupe d'étudiants opposés. La police utilise canons à eau, gaz lacrymogène et balles de caoutchouc. La violence s'installe pendant deux jours dans quelques parties de la ville. Deux morts et une centaine de blessés. Les commentaires, à ce moment, laissent craindre que la Thaïlande connaisse à nouveau une situation où la violence provoque de nombreux morts, comme en mai 2010 ou en octo-

bre 1973. Les «chemises rouges» décident de quitter le terrain pour éviter le pire. Parallèlement, Suthep appelle les fonctionnaires à la grève générale, sauf ceux des aéroports et des chemins de fer, afin de ne pas désorganiser le pays ni faire peur aux étrangers, investisseurs et touristes. En fait, c'est tout le «système Thaksin» qui gangrène le pays par le népotisme, l'affairisme et la corruption dont la foule des manifestants veut se débarrasser. L'ultimatum pour la démission de la Première ministre est reporté de quelques jours, après le 5 décembre, qui se trouve être, par un étrange et inopportun hasard, le jour de l'anniversaire d'un roi auquel une grande partie du pays voue un culte réel, une dévotion profonde mais qu'on peut expliquer par soixante ans de propagande, d'affichage dans les lieux publics comme dans beaucoup de logements privés et par une loi bien pratique pour condamner toute sorte d'opposants au prétexte de crimes de lèse-majesté. Depuis ces derniers jours, les parties en présence calment le jeu et le *Bangkok Post*, journal anglophone local «de référence», faisait sa une de manifestants fraternisant avec la police de la ville. D'autres sont autorisés à pénétrer dans le siège du gouvernement.

Des perspectives

Chacun des deux partis demande la dissolution de l'autre. Suthep annonce le recyclage d'une proposition déjà refusée il y a quelques années, la nomination au poste de chef d'un gouvernement intérimaire d'une personnalité non engagée dans le champ politique et qui recevrait l'agrément du roi. Les partis de la coalition, en appelant la démission de Yingluck Shinawatra, provoqueront des élections anticipées qu'ils espèrent gagner, alors qu'en juillet 2011, ce sont les «chemises rouges» du parti Pheu Thai qui les avaient largement remportées. Deux inondations catastrophiques et une occupation massive plus tard, chacun reconnaît l'incompétence d'une Première ministre, marionnette appliquant les décisions d'un frère en exil. Quel que soit le prochain gouvernement, il est évidemment prévisible que n'ait lieu aucune avancée sociale, aucune amélioration des conditions de

vie des prolétaires et des couches pauvres (et elles sont nombreuses) d'un pays entièrement acquis à la cause du capitalisme dérégulé. Jusqu'à la prochaine et inévitable vague de violence tant la population est «tondue» par des systèmes qui n'ont qu'un seul objectif, rentabiliser au mieux pour eux, leurs proches et leur famille (politique et personnelle) leur investissement dans le jeu politique.

Les raisons de la colère

Le capitalisme sauvage pratiqué ici provoque de sérieux dégâts et la corruption y règne de façon endémique. D'ailleurs, il semblerait que Suthep, lui aussi homme politique ayant déjà exercé le pouvoir, traîne la réputation d'être corrompu. Des fortunes considérables s'accumulent en toute impunité voisinant avec la plus extrême pauvreté; une classe moyenne appauvrie et vivant à crédit remâche son amertume. Le droit du travail et les prestations sociales existent mais sont réduits à la portion congrue. Il existe une retraite pour les fonctionnaires de même qu'un smic, mais extrêmement bas; en revanche, pas un jour ne passe sans qu'il soit fait écho de «bonnes œuvres», particulièrement lorsqu'elles sont d'origine royale. L'organisation sociale thaïlandaise a profondément changé dans les vingt dernières années, les solidarités ont évolué, l'exode rural a créé un important phénomène de ghettoïsation. À Bangkok, les temps de transport pour se rendre au travail ont augmenté (deux à trois heures par jour ne sont pas inhabituelles) dûs principalement à des embouteillages permanents. La monarchie, qui, étonnamment, est un repère, est fragilisée par la mort sans doute prochaine du roi, par les silences qu'on lui reproche et par l'absence d'un héritier possédant la même légitimité populaire. Enfin, lors des automnes 2011 et 2013, des inondations catastrophiques ont frappé le pays, provoquant des morts (plus de 500 en 2011) et des réfugiés climatiques en nombre. Alors que ce sont les partisans du gouvernement actuel, élu depuis 2011, vivant dans les parties du nord du pays qui ont été le plus touchées, leur soutien n'a pas faibli. C'est beau, la fidélité. **F.L.**

De la dette comme manie

Léa Gallopavo

Groupe libertaire Louise-Michel

« N'oublie pas les chevaux écumants du passé. Ils n'ont pour se faire entendre, que leur sueur et le battement de leur sang affolé par la course. »

Christiane Singer

DANS *LE MONDE* DU 11 OCTOBRE 2013 a paru un très intéressant entretien croisé de Jean-Noël Jeanneney et de Pierre Nora sur le sens et la portée des commémorations en général, et des deux grosses à venir en particulier : le centenaire du début de la guerre de 1914-1918 (« celle que je préfère », comme chantait Brassens), et les 70 ans de la Libération (1944).

À croquer !

À la manière d'un chroniqueur judiciaire, croquons tout d'abord en quelques traits les deux interviewés, qui rappellent tous deux que, dans la commémoration, c'est le présent qui se célèbre lui-même à travers les modalités du passé. Mais, ils ont chacun leur posture.

Jean-Noël Jeanneney, c'est l'historien zélé du pouvoir. Subtilement, certes, car il est intelligent et répond aux critères de rigueur intellectuelle de sa discipline. Mais son point de vue sur l'idée de nation, son unité ou sa diversité, est bien celui de qui se place au centre du système pour l'observer. Ce n'est pas un hasard s'il a été président de la commission du bicentenaire de la Révolution française, en 1989. Le parallèle qu'il fait entre les commémorations successives de 1789 et de 14-18, est à cet égard éclairant, lorsqu'il pose une opposition binaire entre les deux. « La Révolution française, en 1789, constitue un coup de hache dans la nation, dans le corps social ; d'où une rupture qui va durer tout au long du XIX^e et une bonne partie du XX^e. Mais progressivement, à

mesure que la droite se rallie par vagues successives aux idéaux de 1789, on voit une certaine unité du regard s'organiser. 1914, c'est exactement le contraire : le seul moment de deux siècles où la France a vécu une unité complète – ce que Poincaré, dans une belle intuition, a appelé "l'Union sacrée" – à la stupéfaction générale d'ailleurs, puisqu'on avait prévu que le monde ouvrier mettrait la crosse en terre. Mais, à mesure que la liste des morts s'allonge, des mouvements pacifistes se dessinent, des divisions se créent aux termes desquelles on lit la guerre de 1914 de façon tout à fait différente selon les sensibilités. Cela n'oppose pas strictement la gauche et la droite, le pacifisme jusqu'au-boutiste peut aller loin à chaque bord de l'échiquier. »

Ce n'est pas faux, mais le seul terme de « pacifisme jusqu'au-boutiste » jette soudain le voile terne de l'État sur les couleurs d'ordinaire brillantes d'une intelligence qui s'exerce. On peut en effet, par rapport à la question de la violence – dont les guerres sont une expression – interroger la pertinence et l'efficacité de la posture pacifiste. C'est un des apports des militants d'Anarchisme & non-violence¹. On peut disposer les courants pacifistes sur une échelle de radicalité, les plus radicaux se nommant eux-mêmes « pacifisme intégral ». Mais parler de « pacifisme jusqu'au-boutiste » nous a tout de suite un petit air de posture d'État, méprisant pour qui l'agace, comme le « droits-de-l'homme » pour fustiger la Ligue des droits de l'homme, dans la bouche des ministres de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, en 1999, ou Nicolas Sarkozy, en 2002, lorsqu'il s'agit de faire passer des lois liberticides, ou bien d'un ministre des Affaires étrangères,

Hubert Védrine en 2007, quand il s'agit de promouvoir un interventionnisme militaire intéressé.

Pierre Nora, lui, est un historien manifestement plus libre. Il a publié *Recherches de la France*², avec l'ambition d'écrire une histoire nationale qui ne soit pas nationaliste. Son point de vue est plus celui de qui se tient au bord du système pour l'observer, mais avec plus d'empathie pour les personnes dont les événements sont faits. Il pose ainsi l'hypothèse d'un changement de modèle commémoratif. On passerait d'un modèle historique, venant d'en haut, honorant la France ou la République (14 Juillet, fête de Jeanne d'Arc, 11 novembre, 8 mai, dernier dimanche d'avril pour les déportés et 2 novembre pour les morts de la Grande Guerre), à un modèle mémoriel, exprimant une mémoire particulière (16 juillet pour la rafle du Vel'd'Hiv, 25 septembre pour les harkis, 18 juin pour l'appel de De Gaulle, 10 mai pour l'esclavage, 8 juin pour les morts d'Indochine et 5 décembre pour ceux d'Afrique du Nord). Pour le meilleur ou le pire comme on peut voir, il y a une atomisation de mémoire combattante et une relation émotionnelle par rapport à la perception mi-intime mi-sociale que l'on aurait des acteurs.

Mutins et mutisme

Une application de cette hypothèse par Pierre Nora est l'inversion des pronostics entre la commémoration de 14-18 qu'on aurait pensée plus historique et celle de 1944, plus

mémorielle. Or, « la commémoration de 1914 va en fait être très mémorielle [...] : on y retrouve la matrice de toutes les tragédies du xx^e. Elle continue par là à concerner tout le monde, et le deuil y prend non seulement une valeur personnelle, mais une valeur émotive pour tous. La commémoration de 1944 va être très disputée historiquement parce que l'Occupation, la Libération ont laissé les Français très divisés. 1944, c'est une date qui oublie le nombre de morts, effarant, survenues entre 1944 et 1946 ; elle ne satisfait donc pas tout le monde. [...] La Grande Guerre concorde avec quelque chose du victimisme contemporain qui fait apparaître les combattants de la guerre de 1914, traditionnellement tenus pour des héros, comme des victimes. La réhabilitation des mutins et des fusillés en sera sans doute le point de cristallisation. Cela s'appuie sur le sentiment évident que la Première Guerre mondiale a été tragiquement inutile, suicidaire, alors que la seconde ne pouvait pas ne pas être faite. Elle génère donc des héros. »

L'hypothèse est séduisante et fait écho, dans l'histoire même du mouvement anarchiste, à l'effondrement tragique (pour reprendre le qualificatif de Pierre Nora) des valeurs internationalistes de l'anarchie face à la guerre de 1914-1918 (pas de tentative de résistance sociale à la guerre, ou encore le Manifeste des 16 justifiant la nécessité de la guerre, avec des signatures aussi emblématiques pour le mouvement que Kropotkine par exemple). À l'inverse pour la Seconde Guerre mondiale, nous gardons la conscience qu'elle ne commence pas en 1939 en Pologne, mais bien en 1936 avec la Révolution espagnole en réaction au soulèvement franquiste, les libertaires espagnols, exilés, s'étant ensuite fortement engagés dans la Résistance ou les Forces françaises libres. La Libération de Paris est d'ailleurs un lieu de l'histoire « disputée » dont parle Pierre Nora, avec la relégation dans laquelle on tient le rôle premier de la Nueve (la 9^e compagnie, composée essentiellement de libertaires espagnols) à l'intérieur de la pourtant très glorifiée 2^e DB du général Leclerc.

Sur le sujet propre des mutineries et des fusillés pour l'exemple de l'année 1917, et puisque nos deux historiens s'accordent à dire que ce sera l'une des marques de cette commémoration-là, je veux renvoyer à l'article de Pierre Sommermeyer dans *Le Monde libertaire* paru la semaine même de l'interview croisée de Jeanneney et Nora (ah ! si *Le Monde libertaire* bénéficiait de la même visibilité que son homonyme pas libertaire mais bien au contraire chattemite)³. Il s'insurge contre toute réhabilitation, qui ne pourrait fonctionner que comme une neutralisation de la mauvaise conscience face à cette partie de l'histoire. On regrette, on dit pardon (comme les Églises, notamment catholique, savent le faire à l'égard de la mémoire de ceux qu'elles ont fait tracter avec tant d'arrogante certitude...), et tout rentre dans l'ordre. Dans l'Ordre, devrait-on même dire. La réhabilitation est l'un des pièges à éviter pour tous, et les anarchistes au premier chef.

Si l'on tenait à « refaire l'histoire », ce



serait en faisant le procès public des Nivelle, Foch, Pétain, Joffre, Clemenceau et consorts (et bien sûr leurs homologues allemands, anglais, austro-hongrois, russes, turcs, italiens, etc.). En débaptisant immédiatement toutes les avenues à leurs noms, en jetant bas toutes leurs statues, etc. Une action directe pourrait être d'ailleurs de prévoir des pochoirs ou autocollants pour rappeler, sous ces plaques de rue ou de statue, la vraie nature sociale d'assassins de masse – d'anthropocide en somme – de ces « grands » hommes.

La dette, vous dis-je !

Après quelques développements très intéressants sur le rôle de l'histoire, le journaliste lance nos deux historiens sur « pourquoi et comment combattre une sensibilité qui nous fait voir les poilus non comme des héros mais comme des victimes d'une immense boucherie » (sic). Pierre Nora, souligne alors que la « transmission que suppose la commémoration est le problème le plus délicat de nos jours, où les jeunes

générations ont très fortement tendance à être à ce point coupées du passé que cette coupure entraîne la fin de ce qui a été le nerf de la transmission : le sentiment de la dette, [...] que nous devons à nos ancêtres d'être ce que nous sommes. Ce qui ne veut pas dire que [les jeunes générations] ne s'intéressent pas au passé [...] [mais] ce passé les écrase, il les domine, il s'agit de le déjouer ». C'est ici que le zéléteur des despotes Jean-Noël Jeanneney monte au front avec vigueur : « Ce serait très injuste de ne pas restituer le patriotisme de l'époque ; on a le droit et même le devoir d'utiliser ce mot magnifique qui ne doit pas perdre son sens. [...] Une commémoration qui se concentrerait sur les fusillés et les mutins serait une injustice ». Et de poursuivre sur l'engouement pour le passé : « Une formidable efflorescence de curiosité s'annonce autour de cet événement, qui sera aiguillonnée par ce sentiment de la dette. Or c'est particulièrement là que l'État peut et doit jouer son rôle. » Nous y voilà : la dette ! Partout et pour tout : la dette ; et sous l'égide de l'État encore ! On ne peut pas, ici, ne pas évoquer la somme que vient de publier David Graeber – *Dette : 5 000 ans d'histoire*⁴ – qui dessine une anthro-

pologie de la dette, dans laquelle on reconnaîtra une arme de domination massive. C'est bien elle qui phagocyte aujourd'hui tous les discours économiques ou sociaux, pour justifier les nouvelles dépossessions actuelles et à venir, qui jettent dans la misère matérielle et morale des populations par milliards, au bénéfice de quelques millions de puissants. Or pour qu'elle fonctionne à fond, cette arme de domination massive, il faut la charger d'un sentiment. L'histoire comme le sentiment de la dette envers nos aînés, et tout particulièrement à l'occasion de la commémoration de la Grande Guerre, inaugurant les massacres de masse du xx^e, s'intègre parfaitement dans ce dispositif.

François Hollande ne s'y est pas trompé, qui s'est appuyé sur cette «sentimentalité» que l'histoire peut apporter à la notion de dette, pour valoriser une France rassemblée, unie face à l'adversité, qui seule peut conduire à la Victoire. Référence évidente à l'Union sacrée de 1914, mais cette fois pour la guerre économique. Incidemment, c'est une trahison de plus (mais on ne les compte plus!) qu'il faille un socialiste pour endosser ainsi les habits de la Réaction, alors que l'histoire du socialisme de cette époque, comporte juste-

ment la seule grande figure publique qui aurait peut-être pu susciter et fédérer une résistance ouvrière et internationaliste à la guerre: Jean Jaurès, symboliquement assassiné trois jours avant la déclaration de guerre.

En bons Diafoirus du *Malade imaginaire* de Molière, qui ramène tout au poumon, nos puissants et leurs zéloteurs ramènent tout à la dette. Et comme les médecins de Molière, leur seul remède est la saignée, au sens figuré comme au sens propre!

En tant qu'anarchistes nous ne pouvons, nous, qu'être du côté des mutins. Mutins de l'économie, mutins des guerres, mutins d'une histoire qui voudrait nous écraser, nous dominer, et qu'il s'agit de déjouer (comme nous y invite Pierre Nora).

De la manie à la manne

Dans son essai, Graeber énonce la notion de «complexe militaro-monnaire» ou de «complexe militaro-monnaire-esclavagiste», pour sa première période de l'âge des premiers empires agraires et celle de l'âge axial également.

Peut-être pourrait-on alors retrouver une illustration synthétique moderne de tout cela dans certaines publicités, qui forment aujourd'hui le discours de propagande du

pouvoir le plus abouti, car il convoque, par l'image et le discours réunis, la dimension essentiellement inconsciente de nos êtres; qu'il s'agit donc de déjouer là encore.

En 2012 s'est ouvert à Meaux, à l'est de Paris, un musée de la Grande Guerre, dont les affiches 4 m x 3 m avaient envahi la gare de l'Est, un peu avant le 11 novembre. Or le visuel de l'affiche a choisi d'identifier et de faire ressortir, dans la séquence de lettres de MUSÉE DE LA GRANDE GUERRE, les lettres M, A, N et E: «MANE»⁵. Rien n'étant laissé au hasard dans la publicité, que doit-on y voir?

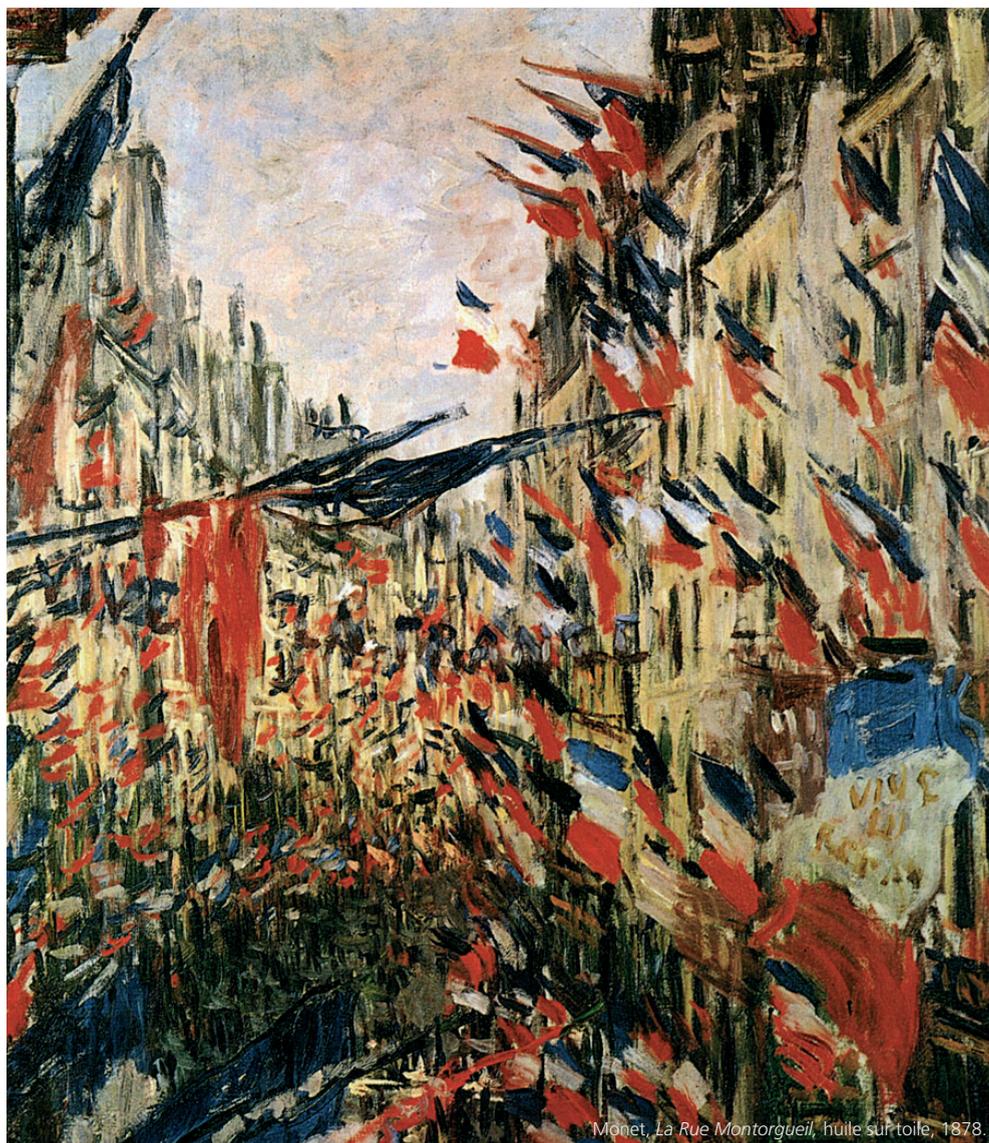
Pris comme suffixe, «-mane» peut renvoyer au latin se rapportant aux mains (ex.: bimane, quadrumane). On serait alors dans une proposition plutôt antimilitariste avec l'image référente de la main arrachée qui se retrouve pendante dans un arbre (cf. *La Main coupée* de Blaise Cendrars, justement sur son expérience de la guerre de 1914-1918), ou bien accrochée à un barbelé (comme l'image qui sert pour une affiche classique de la Fédération anarchiste: «L'armée te tend la main»).

Mais «-mane» renvoie aussi à la racine grecque qui se rapporte alors à la folie (ex.: pyromane), la manie au sens de maniaque (voire maniaco-dépressif). On serait là encore dans une proposition plutôt antimilitariste: la guerre, une folie!

Mais peut-être devrait-on lire en réalité le mot comme s'il y avait deux «n». Alors il s'agirait de la «manne», nourriture providentielle, don, avantage inespéré; et tout s'éclaire. La Grande Guerre – et la guerre économique avec laquelle un François Hollande veut la comparer – chargée du sentiment de la dette procède pour nos tyrans d'une véritable manne pour décupler l'effet anthropocidaire de cette arme de domination massive.

À cette dette-là il nous faut résister absolument. Et lui opposer une autre dette, vis-à-vis de nous-mêmes, celle du souci de l'autre au double sens d'inquiétude et de soin, dégagé à propos d'Albert Camus par la très sensible présentation qu'en fait Ève Morisi⁶. Le citant, elle rappelle que «c'est dans les hommes que l'homme se réfugie».

L. G.



Monet, *La Rue Montorgueil*, huile sur toile, 1878.

1. Voir le site <http://anarchismenonviolence2.org> qui revendique la continuité avec la revue parue de 1965 à 1974.

2. Pierre Nora, *Recherches de la France*, Gallimard, coll. Bibliothèque des histoires, 608 pages.

3. Pierre Sommermeier, «Non, non à la réhabilitation!» in *Le Monde libertaire* n° 1718 du 10 octobre 2013. www.monde-libertaire.fr

4. David Graeber, *Dette: 5 000 ans d'histoire*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2013.

6. Ève Morisi, *Albert Camus, le souci des autres*, Classiques Garnier, 2013, objet d'un court article de l'auteur elle-même dans *Le Monde libertaire* n° 1723 du 28 novembre 2013. www.monde-libertaire.fr

Ma binette galactique



RIEN NE FREINE LA CONQUÊTE DE L'ESPACE par l'élite des aventuriers humains, les marchands. De brillants esprits américains ont remarqué que l'abondance minière est à portée de main. En effet, la Terre est environnée d'astéroïdes. Or les astéroïdes regorgent de minéraux, hélas plus chichement répartis dans l'écorce terrestre. Ne parlons même pas de leurs millions de tonnes de minerai de fer; de plus grande valeur encore, le nickel, l'aluminium ou les métaux rares du groupe du platine ne demandent qu'à y être cueillis. Les astéroïdes sont loin? Pas du tout! On en recense 1 500 à une distance égale à celle entre la Terre et la Lune. Une distance que l'Amérique a démontré savoir parcourir. Dans les termes mêmes de ces brillants esprits américains, «les astéroïdes sont le meilleur investissement immobilier du système solaire». Traders, oubliez l'avenue Foch, c'est dans le vide intersidéral qu'il faut investir votre bonus annuel!

En plus, les astéroïdes sont bourrés d'eau. L'eau, qui sert déjà à désaltérer les astronautes, procurerait, via oxygène et hydrogène, toute l'énergie que l'on voudrait aux opérations minières astéroïdales, ainsi qu'aux fusées nécessaires à l'acheminement des machines, des travailleurs et des minerais. Un M. Diamandis, médecin d'une part et spécialiste spatial de l'autre, a donc fondé Planetary Resources, Inc., et en a vendu une belle poignée d'actions à Sir Richard Branson, l'homme de Virgin. Peter Diamandis est fier par ailleurs de son amitié avec Elon Musk, le fondateur de Paypal, de Tesla Motors et de

SpaceX, et avec Peter Thiel, l'autre fondateur de Paypal, transhumaniste et pilier de la droite la plus solide.

Chapeau bas devant l'extraordinaire esprit d'entreprise américain, rien ne l'arrête, pas même «le silence éternel de ces espaces infinis». Ô lectrice, ô lecteur, savourez la vision du ciel étoilé sillonné des fulgurances des moteurs échauffés des trains de marchandises spatiaux approvisionnant nos usines en minerai de fer. Plus jamais on ne regardera sa machine à laver ou son grille-pain du même œil! Dans la moindre boîte de sardines, on saura voir l'aluminium d'A22275NK43, dans le moindre porte-clés on admirera le nickel d'outre-Terre. Et dans l'espace, la croissance. La croissance infinie, comme l'espace est infini! PIB, désormais, signifiera produit intergalactique brut. Exaltante perspective.

Selfie d'élite

Mais je vous vois venir, grincheux anarchistes, peuple au cœur endurci contre les gloires de l'or et les joies du lucre! J'entends vos impuissantes calomnies: «Tout ceci pour les entreprises géantes, monstres impersonnels insoucieux du bonheur des individus qui les servent!» Non, nos brillants esprits américains n'oublient pas l'individu. Ils ont gardé une place pour lui. L'espace infini va bientôt admirer notre charmante finitude, nos attendrissantes limites. Voici comment: Planetary Resources va se munir d'un télescope spatial, mais souhaite le financer par le biais du crowdfunding, un néologisme que l'on peut traduire littéralement en «finan-

cement par la foule». En d'autres termes, on ne demande pas dix millions à un millionnaire, mais mille à cent mille personnes. Toutefois, étant donné que le télescope ne va rien rapporter financièrement à la foule finançante, le docteur Diamandis s'est demandé comment la remercier. Il n'ignore pas que les vrais dieux de notre époque sont Mammon et Narcisse. On ne prie plus au mur des Lamentations, on publie sur son mur Facebook. Moi, mon visage, mes aventures, mes circonstances et mes brimborions. Bon commerçant, le docteur Diamandis a imaginé la récompense suivante: les donateurs envoient leur photo (le «selfie» de l'intertitre). Cette photo apparaîtra sur un écran externe du télescope satellite. Alors le bras du télescope se déploiera, puis se retournera et, prenant soin d'avoir la Terre comme arrière-plan, photographiera l'image d'Ebenezer J. Smith apparaissant sur un écran, et par conséquent devant la Terre!

Impossible de faire plus glorieux, n'est-ce pas? Si. Les dix donateurs les plus généreux auront leur nom gravé sur la paroi même du télescope, juste à côté de l'écran. Leur nom apparaîtra donc sur la totalité des selfies pris dans l'espace! Sors d'ici, Einstein, disparaîs, Pasteur, voici l'immortel Ebenezer J. Smith (bis). Ingénieurs et donateurs, vous n'avez pas vécu en vain.

Nestor Potkine

qui se demande combien coûteront les panneaux publicitaires sur la Lune



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Peut-on juger un tyran ?

Le procès de Louis XVI et la désacralisation du pouvoir

Erwan

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

AU COURS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, le procès de Louis XVI est l'occasion pour ses adversaires républicains de s'en référer à la pratique antique du tyrannicide. Présenter le roi comme un tyran permet alors de justifier ce qui apparaît encore à l'époque comme un acte tabou, à savoir condamner un monarque à mort et le guillotiner. Sans compter que cela démontre à quel point la référence à la culture gréco-romaine est importante dans l'imaginaire politique des révolutionnaires à la fin du XVIII^e siècle. Mieux, on peut y voir une amorce de désacralisation du pouvoir qui conduit aussi, à la marge et de façon hésitante, à la critique généralisée des gouvernants et de l'État.

Peu avant le procès du roi, qui se tient en décembre 1792, l'une des interventions les plus remarquées est celle de Saint-Just. Dans son premier discours prononcé à la Convention le 13 novembre 1792, le jeune orateur de 25 ans demande à ce que Louis XVI soit condamné à mort sans procès. Pour défendre cette position, il fait abondamment appel à une notion héritée de la politique antique, qui est celle de tyrannie. Ce qu'on rejoue alors dans la France révolutionnaire, c'est le meurtre de César par Brutus. C'est-à-dire la mise à mort du tyran par celui qui tente de sauver la République.

Pour mieux préciser cet état d'esprit, il

faut comprendre la tradition antique du tyrannicide, qui n'est rien moins qu'une justification de l'assassinat politique: le terme désigne à la fois à l'acte de tuer un tyran et la personne qui commet cet acte. Bien avant l'assassinat de César, c'est déjà une pratique jugée légitime. En 514 avant J.-C., un tyran grec nommé Hipparque est tué par deux citoyens athéniens qui deviennent dès lors des héros et en l'honneur desquels on érige des statues. Un siècle plus tard, en 410 avant J.-C., la démocratie est réinstaurée à Athènes après une courte période de dictature appelée le régime des Quatre-Cent. Le tyrannicide est alors légalisé par un législateur nommé Démophantos. Selon cette loi, celui qui renverse la démocratie est considéré comme un ennemi des citoyens et peut être tué légalement. Une partie des biens du tyran revient au meurtrier. C'est un acte légal et pieux, encouragé par les dieux.

La loi dit ainsi: « Si quelqu'un renverse la démocratie athénienne, ou, après son renversement, exerce quelque magistrature, qu'il soit tenu pour ennemi des Athéniens, qu'il soit impunément tué, que ses biens soient confisqués [...]. Celui qui aura tué ce criminel, aussi bien que le conseiller du meurtre, resteront purs de toute impiété et de toute souillure! ». De plus une, une seconde loi fait prêter serment aux citoyens de faire périr par tous les moyens celui qui renversera la démocratie au profit de la tyran-

nie. L'idée resurgit ensuite au IV^e siècle avant J.-C., contre Alexandre le Grand et les partisans des Macédoniens. La lutte contre la tyrannie est l'un des arguments invoqués par Démosthène.

On trouve la même idée dans le droit romain sous la république. Le tyran, c'est-à-dire le mauvais gouvernant, qui agit selon son intérêt personnel, de façon arbitraire, qui opprime le peuple, est considéré comme un ennemi du corps social et peut donc être tué par tous les moyens possibles. L'équivalent de la loi grecque dans le droit romain se nomme la *lex valeriana*, édictée par le consul (peut-être purement mythique) Publius Valerius en 509 avant J.-C. Comme dans le cas athénien, elle donne le droit de tuer un homme aspirant à la tyrannie et garantit l'impunité au meurtrier. Selon les historiens, nous n'avons pas de certitude quant à l'existence réelle de cette loi, mais elle fut acceptée et reprise dans la législation romaine au fil des siècles. Elle illustre donc bien le fait que l'état d'esprit de la Rome républicaine était proche de celui d'Athènes.

Cet état d'esprit est précisément celui de Cicéron après l'assassinat de César en 44 avant J.-C. Dans le cadre des luttes politiques de l'époque, son objectif est de valoriser et de justifier ce meurtre, de discréditer le défunt César et de mettre en garde ceux qui vou-



Duplessis Le Procès de Louis XVI, Reiner Vinkeles et Daniel Vrydag, 1802.

draient s'emparer comme lui du pouvoir, notamment Marc-Antoine. Ainsi, chez Cicéron, le tyran agit comme un agresseur envers sa communauté. C'est à lui que revient l'initiative de l'attaque contre ses citoyens. Il se place de lui-même hors de la république, hors de la cité, et devient comparable à un bandit de grand chemin qui tend une embuscade. Partant de là, il déclare la guerre au peuple et celui-ci possède donc un droit naturel à se défendre.

Pour Cicéron – qui est le premier auteur à avoir véritablement inscrit le tyrannicide dans son système philosophique –, le tyran bafoue la loi et n'est pas protégé par elle. Tuer le tyran est donc un acte glorieux effectué au nom du droit naturel à la légitime défense : « C'est une race impie et méchante dont il faut à tout prix purger la société ; car de même que l'on coupe les membres où le sang et les esprits ne se portent plus et qui sont nuisibles au reste du corps, il faut, par la même raison, retrancher du corps social les êtres qui, sous la figure de l'homme, cachent toute la cruauté des bêtes farouches². » Et il écrit également pour avertir Marc-Antoine du sort qui l'attend s'il cherche à remplacer César : « Rien n'est plus beau, rien ne donne plus de droits à la reconnaissance publique, plus de titres à la gloire, que d'exterminer un tyran³. »

Cette théorie du tyrannicide a profondément marqué la pensée politique au cours des siècles suivants. On la retrouve chez les théo-

logiens catholiques, pour qui le tyran devient celui qui bafoue la loi divine. Cette incorporation de la pensée antique dans le catholicisme ne s'est toutefois pas faite facilement. Dans l'Épître aux Romains de l'apôtre Paul comme dans *La Cité de Dieu* d'Augustin d'Hippone, le ton est plutôt à l'obéissance des chrétiens au pouvoir : puisque Dieu a fait les gouvernants, ceux-ci sont incontestables. Ainsi, selon Paul : « Il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu, et les autorités qui existent ont été instituées par Dieu. C'est pourquoi celui qui s'oppose à l'autorité résiste à l'ordre que Dieu a établi [...]. Il est donc nécessaire d'être soumis, non seulement par crainte de la punition, mais encore par motif de conscience. »

Mais les choses évoluent au Moyen Âge avec l'idée que la révolte est possible contre un roi ou un empereur qui gouvernerait à l'encontre des commandements de Dieu. Jean de Salisbury est l'un des plus célèbres de ces théologiens favorables au tyrannicide. Il justifie au XII^e siècle dans son *Policraticus* le meurtre de tout gouvernant qui mépriserait la volonté divine. Le tyran est alors non seulement en guerre contre ses citoyens, mais surtout contre Dieu lui-même. Il doit donc être tué dès que possible : « Le tyran est celui [...] qui opprime le peuple par une domination violente. Il ne s'arrête pas avant d'avoir invalidé les lois et réduit le peuple à l'esclavage. Si le prince donne une certaine image de la divinité, le tyran est l'image de la force brutale et de la perver-

sité de Lucifer. [...] Il doit le plus souvent être tué. » Ce livre est un classique de l'histoire du droit de résistance, et ce n'est pas un hasard si Fidel Castro lui-même cite Salisbury au cours de son procès en octobre 1953.

Ce qu'il est intéressant de constater, c'est que cette théorie du droit de résistance à la tyrannie, qui autorise l'assassinat politique, est une constante de l'histoire des idées. Elle connaît des périodes de reflux, mais elle resurgit toujours au bout de quelques siècles. Pendant les guerres de religion, les théologiens protestants et catholiques s'en emparent pour appeler à la révolte contre les souverains du camp adverse. Elle sert alors à justifier le meurtre des rois : Henri III et Henri IV, en 1589 et en 1610, sont tués au nom de la lutte contre la tyrannie. Peu importe ici que ce soit justifié ou non. Ce qui compte est que cela relève d'un processus de désacralisation du roi, et du pouvoir en général, qui n'a pas cessé de s'affirmer et de se consolider au fil des siècles. L'absolutisme royal de Louis XIV et l'œuvre tout entière de son idéologue Bossuet, qui n'a cessé d'en appeler au retour de l'obéissance aveugle à l'État, n'ont rien changé à cela.

Ce ne fut qu'un court reflux qui se referme avec la Révolution française. Lorsque Louis XVI est jugé et condamné, le tabou du régicide, décrit comme tyrannicide, est déjà

tombé. Or, quelqu'un comme Saint-Just vit à travers les références à l'histoire de la pensée politique, et notamment à celle du monde gréco-romain. Avec bien d'autres révolutionnaires de son époque, il est imprégné de culture antique. Il vit à Paris à la fin du XVIII^e siècle comme on vivait à Athènes, à Sparte ou à Rome dans l'Antiquité. Il se rêve en Brutus. Tous, surtout les jacobins, se voient comme de nouveaux Brutus.

Dès lors, que nous dit Saint-Just lorsqu'il intervient le 13 novembre 1792, alors que s'annonce le procès du roi ? Il fait du Cicéron dans le texte. Il assimile Louis XVI à un tyran et demande sa condamnation à mort sans procès. En effet, selon Saint-Just, la tyrannie est un crime, c'est une rupture du lien avec les citoyens ; le tyran est un traître, un ennemi, un prisonnier de guerre qui a commis des crimes contre la communauté. Il ne saurait être jugé, donc protégé, en vertu des lois qu'il a lui-même bafouées. On retrouve ici la logique de Cicéron : le tyran défait la loi, entre en guerre contre les citoyens, et doit donc être traité comme un bandit, quelqu'un dont le crime est déjà constaté.

Nous serions un peuple indigne, nous dit Saint-Just, si nous ne nous élevions pas à la hauteur de ceux qui, aux côtés de Brutus, avaient compris cela et avaient valeureusement tué César. Juger le roi serait une régression face au plus haut degré de civilisation qu'atteignirent alors les Romains en tuant un tyran : « On s'étonnera un jour qu'au XVIII^e siècle on ait été moins avancé que du temps de César – là le tyran fut immolé en plein Sénat, sans autres formalités que vingt-trois coups de poignard et sans autre loi que la liberté de Rome. Et aujourd'hui l'on fait avec respect le procès d'un homme assassin d'un peuple, pris en flagrant délit, la main dans le sang, la main dans le crime ! » Puisque le tyran est hors la loi, puisqu'il a renié le droit, il ne saurait y faire appel pour se défendre.

Il y a une certaine élégance dans l'argument, qui masque aussi une manœuvre politique. Les jacobins ont alors peur qu'un procès s'éternise et qu'il donne au roi la possibilité de se défendre et peut-être d'être acquitté. Mais le plus intéressant pour nous aujourd'hui est l'usage que fait Saint-Just de la catégorie de « tyran ». En effet, Louis XVI n'est pas tyrannique parce qu'il aurait mal gouverné. Cette idée, pourtant, aurait été celle de Cicéron ou de Salisbury : selon ces deux philosophes, il existe des bons rois (soucieux de l'intérêt commun ou respectueux de Dieu) et de mauvais rois. Seuls les seconds sont dépeints en tyrans. C'est au peuple, ou à Dieu, de faire le tri.

Pas chez Saint-Just, et c'est une avancée cruciale : il n'y a jamais de bons rois. L'orateur nous dit ainsi, condensant sa pensée en deux phrases célèbres : « On ne peut pas régner innocemment » et donc « tout roi est un rebelle et un usurpateur ». Il balaie ici avec un certain sens de la formule plus de vingt siècles – depuis les premiers philosophes grecs – de distinction minutieuse entre le bon et le mauvais gouver-

nant. Robespierre, chez qui la référence à Cicéron est tout autant importante, dira à peu près la même chose quelques semaines plus tard, le 3 décembre 1792. Louis XVI, assassin de son peuple, est un tyran. Il est automatiquement coupable. Aucune loi, aucune constitution, ne sauraient le protéger : « Lorsqu'une nation a été forcée de recourir au droit de l'insurrection, elle rentre dans l'état de la nature à l'égard du tyran. Comment celui-ci pourrait-il invoquer le pacte social ? Il l'a anéanti : la nation peut le conserver encore, si elle le juge à propos, pour ce qui concerne les rapports des citoyens entre eux ; mais l'effet de la tyrannie et de l'insurrection, c'est de les constituer réciproquement en état de guerre. Les tribunaux, les procédures judiciaires ne sont faites que pour les membres de la cité. » Et ainsi, selon Robespierre, « le procès du tyran, c'est l'insurrection ». Le peuple s'étant révolté, Louis XVI est déjà condamné.

Il est intéressant de constater qu'il y a ici une simplification des catégories politiques qui mène à une critique indifférenciée et généralisée de toutes les formes de monarchie. Face à un roi, rien ne sert d'évaluer patiemment sa politique, ses décisions, pour déterminer s'il s'agit d'un monarque juste ou injuste. Tout roi est un traître et un ennemi du peuple. Or, ce processus de simplification est un premier pas vers la désacralisation du pouvoir, et donc l'abandon de la distinction entre bons et mauvais gouvernants. Bien évidemment, Saint-Just et Robespierre ne sont pas allés jusque-là. Chez eux le rejet absolu de la monarchie n'a pas mené à un rejet du pouvoir ou de l'État. Ils pensaient que le régime républicain qu'ils étaient en train de bâtir était le meilleur possible.

Mais cette barrière, au moins dans le domaine des idées, s'est révélée en fait très fragile. Pendant la Révolution française, la dénonciation du pouvoir royal, sa diabolisation ont ouvert en fait la porte à une désacralisation du pouvoir tout court. D'autres, à l'époque, ont franchi le pas en s'inspirant notamment de la critique rousseauiste du gouvernement. Ce fut le cas, dans une certaine mesure, de Marat et Sylvain Maréchal⁴. Ce fut souvent une évolution marginale, exprimée de façon confuse. Mais il était finalement logique que la théorie du tyrannicide et son usage pendant la Révolution française finissent, dans le contexte de l'époque, à englober non plus seulement le roi, mais tous les gouvernants. La référence à cette pratique antique et à des penseurs comme Salisbury a contribué à une évolution intellectuelle dont les anarchistes du XIX^e ont été les héritiers directs. **E**

1. Sur l'histoire du tyrannicide, voir Mario Turchetti, *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*, Paris, PUF, 2001 et Monique Cotteret, *Tuer le tyran ? Le tyrannicide dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 2009.
2. Cicéron, *De Officiis*, III, 6.
3. Cicéron, *Seconde philippique*, XLV.
4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1712 et n° 1720.



Caracremada, l'irréductible

Août 1963. Des millions de touristes (dont la moitié des Français) déferlent sur la Costa Brava. L'Espagne de Franco la Muerte n'est plus tricarde pour les démocraties bourgeoises de la société de consommation.

Août 1963. Au même moment, à quelques dizaines de kilomètres de Barcelone, Caracremada, le dernier guérillero catalan, tombe sous les balles de la guardia civil. Lui n'avait rien oublié !

Mais, quel est cet homme qui, contre vents et marées, s'est battu jusqu'au bout contre le fascisme espagnol et son caudillo ?

Ramón Vila Capdevila est né le 1^{er} avril 1908 à Peguera, un hameau catalan à moins d'une heure de route de Font-Romeu. Il a 8 ans quand un incendie ravage la maison familiale. Sa sœur, Carmen, périt dans l'incendie. Lui sera « seulement » gravement brûlé au visage. D'où son surnom, Caracremada, face brûlée. Adolescent, il travaille dans le complexe minier de Cercs. Le petit paysan à moitié analphabète y découvre les luttes ouvrières et l'action directe. Début des années 1930, il rejoint la CNT. En 1933, il est condamné à quatre ans de prison pour distribution de tracts et port d'arme. A-t-il fait son temps ou une partie ? S'est-il évadé ? Le 10 avril 1936, avec son cousin, il attaque une pharmacie près de Valence. Quelques jours plus tard, trois policiers arrêtent les deux hommes. Une fusillade s'ensuit. Le cousin meurt. Caracremada tue son premier policier. Il est envoyé en prison à San Miguel de Los Royes. Il sera libéré le 19 juillet 1936 par la révolution.

Ensuite, il rejoint la colonne Terre et Liberté ou la colonne de Fer. On ne sait. En 1937, il refuse la militarisation. Retour à la mine. Mais la guerre le rattrape. Incorporation dans la 153^e brigade mixte. Puis la défaite. La fuite vers la France. On le retrouve dans le maquis du Limousin sous le nom de Ramón Pons Llaugi, alias capitaine Raymond. Le 8 juin 1944, à 13 kilomètres d'Oradour-sur-Glane, son équipe a un accrochage avec l'armée allemande. Un soldat est tué. Le 10 juin, la division Das Reich se venge.

Après la défaite des nazis, nombre de républicains espagnols pensaient que les alliés allaient les aider à liquider le régime de Franco. Mais, que nenni ! C'était la guerre froide et il n'était pas question d'avoir un pays rouge au sud de l'Europe.

L'illusion perdurera encore quelques années. Mais il fallait regarder les choses en face. Et puis, les maquis, en Espagne, faute d'appui extérieur, tombaient les uns après les autres.

Pendant plusieurs années, Caracremada fut un des passeurs de la CNT. Il convoyait des hommes et des armes à travers la montagne qu'il connaissait comme sa poche. Tout en jouant de l'explosif et du revolver.

Fin des années 1950, devant le rouleau compresseur répressif, la CNT décida d'abandonner la lutte armée.

Caracremada et quelques autres décidèrent, eux, de continuer. Mais chaque jour un peu moins nombreux et un peu plus seuls.

Une telle attitude, largement suicidaire, ne pouvait qu'avoir une issue fatale.

Caracremada fut le dernier guérillero catalan à tomber les armes à la main en 1963.

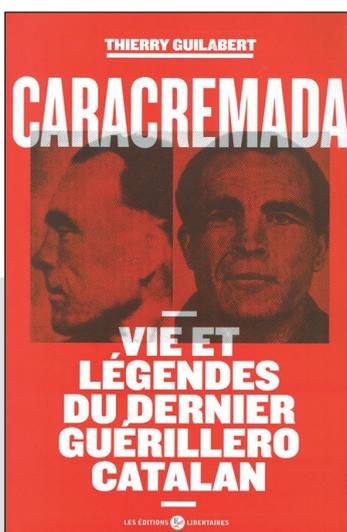
Ce livre, magnifiquement écrit, nous raconte le parcours d'un homme dont on peut discuter l'obstination dans un type de lutte devenue une impasse mais dont on ne peut pas discuter le courage et la fidélité à l'idéal libertaire.

Caracremada n'ayant pas de blog pour informer les internautes de ses moindres faits et gestes, des parties de sa vie ne nous sont connues que par des témoignages difficiles à vérifier. D'où le titre de ce livre, *Vie et légendes*. Mais, vous verrez, le travail de recherche, méticuleux, de Thierry Guilabert, incite à penser que la légende a été largement sous-estimée.

Ce livre a reçu, au salon du livre anarchiste de Merlieux, le grand prix Ni dieu ni maître 2013. C'était la moindre des choses pour un livre exceptionnel !

Jean-Marc Raynaud

Groupe libertaire *Nous autres*



Thierry Guilabert, *Caracremada, vie et légendes du dernier guérillero catalan*, éditions libertaires, 2013, 170 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Georges Braque à tire d'aile

BRAQUE, un chien ou un dingue ? Un brindezingue ou un bizarre ? Son nom avait attiré mon attention lorsque, enfant, je collectionnais les timbres. Dans la série « Les tableaux » se trouvait *Le Messenger* de Braque, qui m'avait impressionné... Pour les peintres les plus anciens, j'avais heureusement les fameuses boîtes de chocolat. Je sais, c'est pitoyable et laborieux, mais on a les éveils que l'on peut ! J'ai tout de suite aimé ce peintre, peu populaire et moins connu que l'écrasant Picasso, son frère ennemi qui l'éclipsait. Pourtant, Braque a bénéficié de reconnaissances officielles, de commandes de l'État, dont celle de la décoration du plafond d'une salle du musée du Louvre. Il eut droit à des obsèques nationales, avec l'allocution du grand prêtre de la culture d'alors, André Malraux. Ce devait être quelque chose de le voir gesticuler lorsqu'il prononça l'éloge funèbre du peintre. Comme par hasard, je me suis rendu récemment à Varengeville, là où est enterré Braque. Sur sa tombe, simple, une mosaïque de son oiseau blanc sur fond bleu, au loin la mer émeraude de la Manche, qu'il a beaucoup peint à la fin de sa vie. Un cimetière marin original qui incite à la méditation et à la contemplation... En bas, les falaises de craie et la plage de gros galets et des barques retournées. Braque arpentaient cette région, on le voit sur des photos assis, scrutant la mer... « Braque, à quoi pensait-il ? À quoi songeait-il devant la mer, ce modèle nu. Sombres nuages salés, grèves ensoleillées, squelette de charrue, épave de la terre et carcasses de barques, décombres de la mer », écrivait Jacques Prévert. Dernières toiles, tons froids, noirs, bleus obscurs, quelques touches d'ocre. On croit reconnaître Manet et Van Gogh. C'est net, précis, évocateur, chaque trait est juste.

Braque naît, à Argenteuil, en 1882. Il meurt, à Paris, le 31 août 1963. Il fait ses études au Havre, et vient d'une famille de peintres en bâtiment. En 1905, il découvre le fauvisme et, sur les traces de Matisse et Derain, il peint la Méditerranée à L'Estaque et à La Ciotat. Ses couleurs explosent de luminosité pointilliste. En 1907, Apollinaire le présente à Picasso au Bateau-Lavoir, à Montmartre. Interprétant les leçons de Cézanne et influencé par l'art africain, ils inventent le cubisme (*Les Femmes d'Alger* pour Braque). Je fais vite, je fonce. C'est une formidable alchimie. Avec le cubisme débute autre chose qu'une nouvelle peinture. « L'homme n'est plus séparé du monde extérieur, mais en lui. » Pour une explication savante, reportez-vous au livre *Georges Braque* du critique libertaire Carl Einstein (celui qui, en 1936, prononça

l'éloge funèbre de notre camarade Durruti, et qui, poursuivi par les nazis en 1940, se suicida en se jetant d'un pont). Braque et Picasso collaborent en une amitié créatrice. Ils ne signent pas leurs toiles. Fusion extrême ! En 1912, Braque innove avec les papiers collés, qui symbolisent la séparation de la couleur et de la forme. Papier imitant le bois, choc visuel et point de départ de la fabrication de « la machine à voir » selon Jean Paulhan, qui écrira en 1945 : *Braque le patron*. Le cubisme synthétique est né. Mais, en 1914, commença la grande boucherie industrielle qui fauchera toute une génération. Braque est mobilisé. Fin de l'amitié avec Picasso, ils ne feront désormais que s'observer ironiquement. À une exposition de tableaux de Braque, Picasso dira : « C'est bien accroché. » À celle des céramiques de Picasso, Braque réplique : « C'est bien cuit. » Braque est grièvement blessé le 11 mai 1915 et est trépané, comme son ami Apollinaire. Il ne se remet à peindre qu'en 1916. Il publie des articles dans la revue *Nord Sud* de son ami Pierre Reverdy. « L'art est fait pour troubler, la science rassure... » écrit-il alors. Il expose des natures mortes et devient l'ami d'Erik Satie. Braque est un musicien qui joue du piano et de l'accordéon. Ce qui explique le côté aérien de ses toiles, comme suspendues à une note de musique... « Le vase donne un forme au vide, et la musique au silence. » Braque excelle dans les natures mortes toute sa vie. En 1922, il retourne à une inspiration classique : *Les Canéphores* (belles jeunes filles porteuses de corbeilles), c'est une référence à la mythologie grecque. Dans la même veine, il illustre la *Théogonie* d'Hésiode (poète onirique grec, conteur d'épopée) pour Ambroise Vollard. Braque précisera : « J'aime la règle qui corrige l'émotion. » C'est l'abandon du cubisme, commence la série des œuvres thématiques : intérieurs, duos, guéridons, ateliers, billards, oiseaux, etc. Il les étudie de façon récurrente et essaye d'en extraire l'essentiel. Il entretient une amitié avec de nombreux poètes : Prévert, Char, Reverdy. Paul Éluard écrivait sur Braque en 1924 : « Un oiseau s'envole, il rejette les nues comme un voile inutile, il n'a jamais craint la lumière, enfermé dans son vol, il n'a jamais eu d'ombre. » Malgré son atelier à Paris, il s'en fait construire un autre à Varengeville (Pays de Caux). Il s'y réfugie en 1939 et se lance dans la sculpture et la représentation de vanités. La guerre lui fait peindre une série de poissons. Les fameux poissons noirs : êtres sans vie qui représentent le retrait, la paralysie de l'existence. Tout s'arrête. Cela me rappelle les truites que peignait Courbet dans son exil suisse. Braque

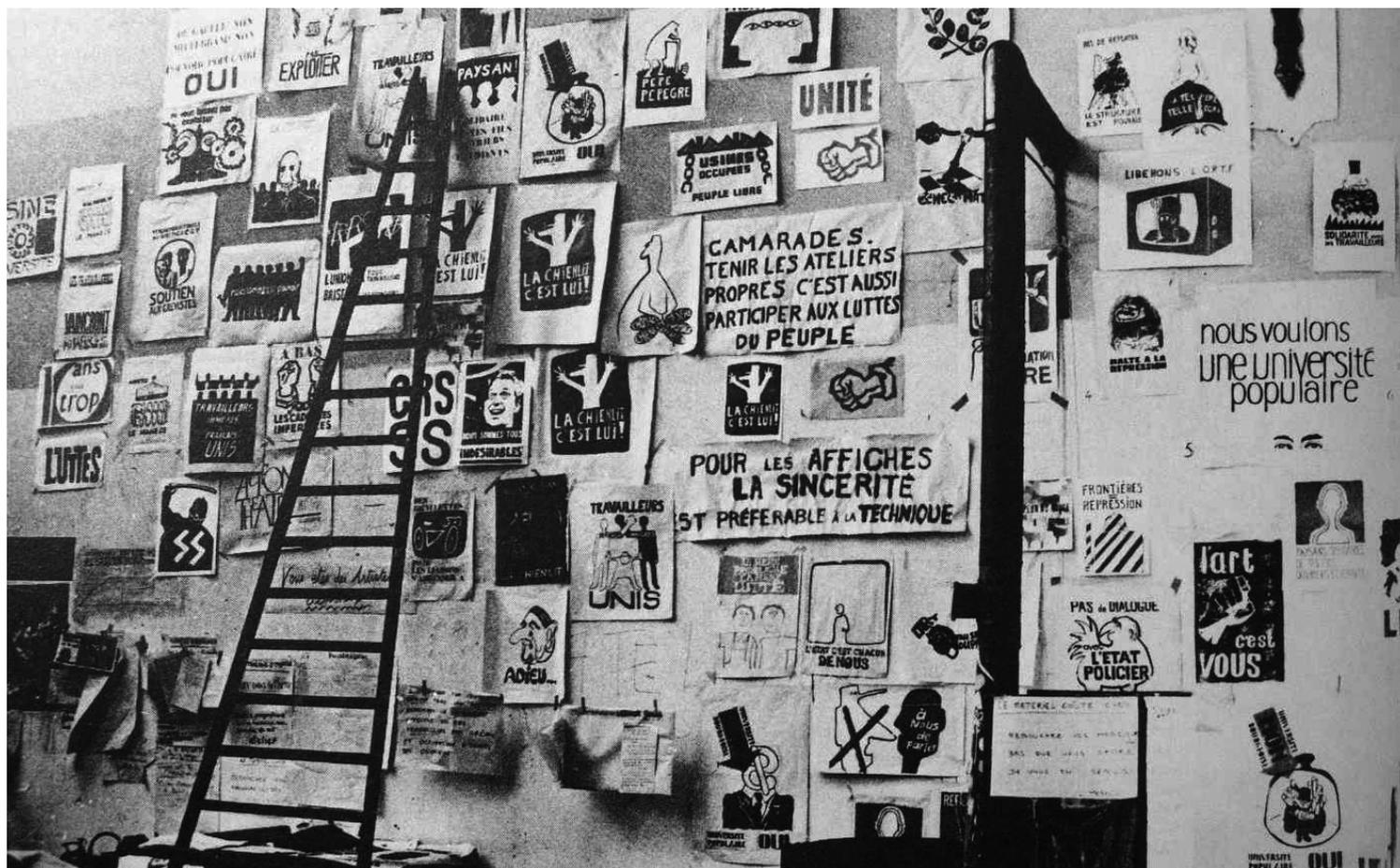
était un être discret, ni hautain ni austère, qui se voulait à l'unisson de la nature, bien plus que d'essayer de la copier, il en admirait le minéral, tourné « vers la mer étoilée, la mer entoilée ». Puis vient le cycle des billards, brisés, en vol, intérieurs poétiques de l'artiste. En 1949, ce sera le cycle des ateliers en prolongement, éternelle recherche de rapports harmonieux entre les objets. Ensuite, à partir de 1954, la série des oiseaux, libres, en plein vol, le pinceau, dira Prévert, en a effacé un à un, tous les barreaux de la cage... Braque termine sa longue quête vers la beauté par les petits paysages de Varengeville, inspirés par la terre, le limon, par les falaises, les ciels gris, noirs et beiges, synthétisés par des traits qui les rendent à peine perceptibles. Il aura tout de même le temps, pour finir, d'illustrer sublimement les poésies de son ami René Char dans le recueil *Lettera amorosa*.

Une rétrospective immense et complète qui redonne à ce grand pionnier de l'art moderne sa place importante. Nicolas de Staël et Giacometti reconnaîtront son immense influence. L'Homme qui marche le dessinera sur son lit de mort. Braque se méfiait de la politique, il écrivait : « Les démocraties ont remplacé le faste par le luxe ». Il ne céda jamais à Picasso, qui voulut le faire adhérer au PC, mais qui, pourtant, disait en parlant de lui : « C'est la femme qui m'a le mieux aimé ». Étrange reconnaissance amoureuse ! Allez voir Braque, ce père tranquille taoïste, ses oiseaux qui crient la liberté vous emporteront vers d'autres cieux. **P. S**



Braque, *Deux oiseaux sur fond bleu*, lithographie, 1953

Sylvain nous a quittés



IL ÉTAIT NÉ à l'été 1936. Ses parents ouvriers français de Nice, avaient acquis une bicyclette chacun pour leurs premiers congés payés. Ils s'en furent en Espagne où la lutte les appelait. La mère était enceinte. L'enfant vint au monde dans la fureur et la joie du combat. On le nomma Alain.

Cette fiction autoproduite d'une genèse révolutionnairement convenue, Sylvain me la servit lors d'une interview que je réalisai de lui il y a cinq ans. « Laisse lui sa fantaisie », m'intima son fils, « ça ne mange pas de pain ».

Un jour de sa jeunesse parut en librairie une œuvre de Maurice Dommanget Sylvain Maréchal, l'homme sans dieu, aux cahiers Spartacus. Alain Macé devint Sylvain.

Il s'est toujours défini comme ouvrier. Cette toute-puissance prolétarienne lui permettait de clouer le bec à tout freluquet étudiant, au nom de la doxa révolutionnaire.

Je l'ai connu dans le feu de l'action, début mai 1968. Il était l'idole des lycéens. Un feu follet. L'ambiance était au rire ininterrompu, aux blagues. Tout venait à nous en beauté. Ses ennemis le croyaient flic, car déjà, il affabulait tout le temps.

« Point d'ordre » : nous sommes en assemblée générale dans l'amphithéâtre à la fac occupée de Lyon. Tout le monde parle au des-

sus de tout le monde. C'est chaud. Sylvain grimpe sur l'estrade. Chacun connaît Sylvain. « Point d'ordre : les sous-marins remontent le Rhône » ! (de Gaulle s'est tiré en Allemagne, on attend l'armée). Écroulement dans la salle. Morts de rire, se souvient son amie Cristóbal. Il était membre à la veille de 68 du groupe Bakounine de Villeurbanne (69), scissionniste de la FA, proche de Noir et Rouge ; groupe auto-dissous fin juin, lors de la fin de l'insurrection. Ce groupe forma, avec l'ex-JCR hérétique, le « mouvement du 22 mars de Lyon », lié à Nanterre par connexions directes.

Sylvain a participé au congrès anarchiste de Carrare, sous l'étiquette de « Fédération anarchiste Monégasque en exil ». Sylvain eut quelques correspondances avec Guy Debord que nous lisions tous ardemment et s'est rapproché en fin de parcours, occasionnellement, de René Riesel, son « voisin ».

Sylvain exerça mille métiers. Il fut notamment ébéniste, un art qu'il acquit auprès d'Antoine Marsella, notre mentor et ami à tous.

Il s'en fut quelques années en Afrique subsaharienne où il fut formateur avec son enthousiasme perpétuel. C'est Sylvain qui transforma ma thèse, il y a trente-cinq ans, orientée sur les anciens métiers, en histoire de l'anarchisme auprès des vieux militants.

Cependant son identité rêvée et subie était celle d'un manuel doublé d'un autodidacte féru de science révolutionnaire contemporaine.

Sylvain était un amoureux systématique. Il se glorifiait d'une consommation érotique sans limite et sa spontanéité ne tarissait jamais. D'aucun avançaient même qu'il avait passé son Mai 68 couché, tant son front principal de « jouir sans entraves » rivalisait avec la lutte des classes.

Toutefois on ne peut séparer la vie de Sylvain de celle de Françoise Routhier, luxembourgeoise, avec qui il forma un couple mythique, qui fut la mère d'un de ses fils. Avec elle, il trouva un second souffle à sa taille : dans les Cévennes, pour se rapprocher de Deligny, ils s'implantèrent à proximité des mines abandonnées, dans la région d'Alès l'industrielle. Il y fut membre entre autres de la CNT, ainsi que d'un réseau de SEL. Les Cévennes offrirent à Sylvain sa dernière résistance paisible, auprès de sa compagne Ramona, jusqu'à l'accident fatal qui le frappa au cerveau il y a un an. Il survécut à demi, et puis partit sans douleur. Il fut incinéré dans un minuscule cimetière de camisards.

Claire Auzias



Jeudi 12 décembre

16:30 > 18:00 Radio LAP. Les radiolapiens évoqueront la question de l'identité sur Internet. Comment rester anonyme sur la toile et contrer Big Brother? Puis nous recevrons Viking, ancien lapien et organisateur de free party. Il parlera de la répression envers les teufers.

Vendredi 13 décembre

09:30 > 11:00 For a Few Sixties More. Vous êtes plus Raoul Walsh ou Sergio Leone?

14:30 > 16:00 Les Oreilles libres. Suite à l'exposition *Un spectre déambule*, installée aux Instants chavirés en juin dernier, nous recevons l'une des commissaires, Constanze Fricht. L'exposition tente de rendre visible les croisements et les frottements entre pratique artistique et théorie, en particulier la résurgence des thèses de Karl Marx au sein de l'art.

Samedi 14 décembre

11:30 > 13:30 Chronique syndicale.

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

Lundi 16 décembre

18:00 > 19:30 La santé dans tous ses états. Nous parlerons du « matérialisme dans tous ses états », en compagnie de Marc Silberstein (Éditions Matériologiques). Notre invité est Jean-Jacques Kupiec, chercheur en biologie et épistémologie au centre Cavailles de l'École normale supérieure.

Mardi 17 décembre

19:30 > 20:30 Parole d'associations. *Mary Prince*, pièce de théâtre sur le premier témoignage d'une esclave sur sa condition. Du 8 janvier au 22 mars, les mercredis, jeudi, vendredi et samedi à 19 heures à la Manufacture des Abbesses, 7 rue Véron (XVIII^e). Avec Souria Adèle (comédienne) et, sous réserve, Alex Descas (metteur en scène).

Mercredi 18 décembre

18:30 > 20:30 Femmes libres. Rachel Viné Krupa et Maud Gely ont écrit et dessiné *Un ruban autour d'une bombe: une biographie textile de Frida Kahlo*, paru chez Nada éditions en 2013. Commentaires de l'exposition de Frida Kahlo à Paris.



PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



Autocollant



Autocollant



Autocollant

Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 2 euros les 50.



Autocollant

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE

AGENDA

Jeudi 12 décembre

Annonay (07)

19h30. Conférence-débat sur le thème « Défaire ses idées reçues sur l'anarchisme », avec Philippe Pelletier, docteur en géographie, auteur de *L'Anarchisme, vent debout!* et *Géographie et Anarchie: Reclus, Kropotkine et Metchnikoff*. L'anarchisme est le courant social probablement le moins bien connu, et le plus calomnié. Pourtant, au-delà de quelques idées reçues (sur la violence, le régicide, le chaos...), l'histoire du mouvement anarchiste, de ses idées comme de ses pratiques, se révèle incroyablement riche. À l'heure où tellement de systèmes ont fait faillite – le capitalisme libéral, la social-démocratie molle ou gestionnaire, le communisme d'État, la démagogie post-fasciste du lepénisme –, il est temps de se doter de bases pour un projet d'émancipation individuelle et collective. À la librairie La Parenthèse, 9, boulevard de la République.

Metz (57)

20h30. Projection du film *The Lab* en présence du réalisateur israélien Yotam Feldman, suivie d'un débat au Marlymage, rue de Metz.

Vendredi 20 décembre

Paris (XVIII^e)

Conférence «The revolution is coming: résistance et révolution dans la science-fiction» par Bertille (groupe Étoile noire de la FA). Il y a fort longtemps, dans un univers lointain, très lointain... émergea de la pop culture un genre, la science-fiction. Et, depuis lors, celui-ci n'eut de cesse de remettre en cause l'autorité, la hiérarchie, l'absence de liberté en prônant une résistance révolutionnaire. Aussi, lors de cette conférence, il s'agira de s'intéresser aux liens entre résistance, révolte, révolution et pensée anarchiste dans certaines œuvres de science-fiction. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Samedi 21 décembre

Pont-en-Royans (38)

Le collectif libertaire La Rue râle organise pour la deuxième fois un festival du court-métrage. Projection de 14 heures à 20h30 dans la salle de cinéma de la médiathèque La Halle. Place de la Halle.

À partir du 13 novembre

Quand Sisyphe se révolte, un film documentaire d'Abraham Ségol. Dans tous les bons cinémas.



T'ES ROCK COCO ?

Week-end Scoopitonique
pour l'inauguration de l'EXPO de Go To Léo !!

Projection de Scoopitones, dédicaces de livres et de tableaux.

Vendredi 13 décembre à partir de 18h00
et samedi 14 décembre 2013 à partir de 14h00

Librairie PUBLICO - 145, rue Amelot - 75011 PARIS
Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire.
Infos sur <http://gotoleo.canalblog.com/>



The Revolution is coming

Résistance et Révolution dans la
science-fiction



20 décembre 19h30

Conférence à la bibliothèque La Rue

10, rue Robert-Planquette Paris (XVIII^e)

Par Bertille (groupe Étoile noire de la Fédération anarchiste)